Vol. 9 • No. 30 • Du 3 au 9 Février 2016

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

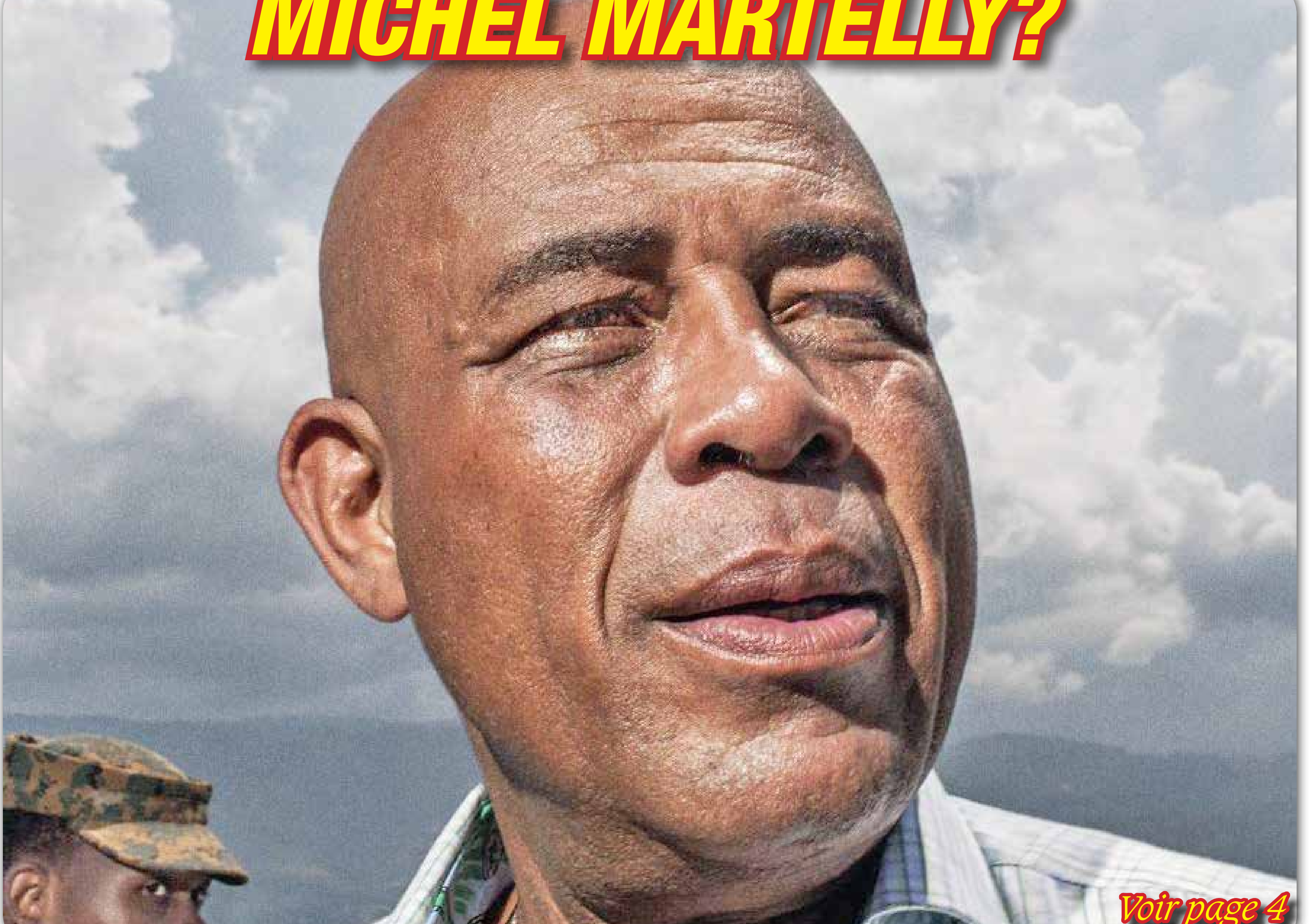
LA MISSION DE L'OEA : INDÉSIRABLE !



Voir page 4

Au cours de toutes les manifestations, l'OEA a été déclarée indésirable par les masses populaires. Par ailleurs, de nouvelles manifs sont programmées pour les 2, 6 et 7 février prochains à Port-au-Prince

7 FÉVRIER : QUI VA REMPLACER MICHEL MARTELLY?



Voir page 4

Le peuple haïtien est resté mobilisé pour exiger l'arrestation de Michel Martelly et de ses acolytes pour vol, corruption, violation de droit politique. Le 7 février prochain de gré ou de force Michel Martelly doit partir !











1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Le pouvoir ne se donne pas, il se prend!

Par Berthony Dupont

La situation est grave. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Cette politique sournoise des petits pas de l'opposition ne peut pas réussir, même en sachant que la fin du mandat de Michel Joseph Martelly au pouvoir est accueillie avec joie et satisfaction, grâce à la mobilisation d'un peuple ayant tiré de ces cinq dernières années de souffrances et de malheurs, de nouvelles raisons de lutter et les enseignements qui s'imposent !

On peut espérer que l'opposition plurielle a réalisé que le moment est venu d'essayer d'améliorer son image ternie par une politique de gâchis, de faux calculs, de gaffes, de petites guerres pour satisfaire ses intérêts propres sinon de clans dans le but évident de faciliter et consolider l'emprise américaine. On ose espérer qu'elle rejettera tout compromis, toute compromission et profiter de l'occasion pour investir une fois pour toutes dans une mobilisation à grande échelle de façon à créer le chemin qui mène à une véritable lutte de libération nationale.

Il est facile de proposer des moyens de résoudre la crise à l'amiable, à travers des solutions de rechange, des «propositions de sortie de crise», évitant d'aller au fond vers un chambardement populaire. Que les dirigeants politiques n'utilisent pas le peuple comme menace, pour se livrer à des marchandages ! Nous l'avouons sans ambages parce que leurs pratiques ne témoignent d'aucune réelle volonté d'aller jusqu'au bout des revendications populaires. Si l'opposition avait un réel désir d'avancer et d'accompagner les masses à oser confronter l'ennemi, pendant qu'elles occupent le macadam, elle le ferait, sans cette réserve aisément perceptible. Mais elle s'abstient de le faire, sans doute de peur qu'elle ne soit elle-même également victime du volcan populaire.

En fait, elle ne vise pas à prendre le pouvoir avec le peuple. Non. En un sens, elle préfère collaborer avec l'ennemi, tergiverser, au lieu d'utiliser les grands moyens d'actions populaires. L'opposition ne fait que proposer, elle le fait assurément sans la volonté réelle de prendre le pouvoir par ses propres forces, parce que ne voulant pas assumer une responsabilité qu'elle considère à risque. Elle prend son temps, à tourner autour du pot de la vraie solution, tout en assurant plutôt Washington qu'elle n'est pas tout à fait pour un changement fondamental.

Ainsi, les forces occupantes ont eu le temps nécessaire, après le 22 janvier, de dramatiser délibérément la situation. Elles ont profité de l'atmosphère de distraction créée par les politiciens pour conseiller à Martelly de recourir à l'OEA pour pouvoir mieux orienter l'évolution de la crise vers l'objectif qu'il s'est proposé d'atteindre. Alors, que va-t-il se passer ?

Très probablement, le véritable instigateur du complot en cours, le cerveau de l'opération de détournement de la dynamique populaire a fait appel à l'OEA tout simplement pour être l'arbitre entre son complice Martelly et le peuple. Ce monde n'ira pas par quatre chemins. Par son cynisme total, l'OEA finira sans doute par exécuter sa sale besogne celle de précipiter l'élimination du peuple de la scène politique. Elle n'éprouvera aucun scrupule à réorienter l'évolution de la crise. Déjà, elle prend soin d'amadouer les naïfs en déclarant à la presse qu'elle est là pour ne rien influencer.

A travers cette stratégie, c'est un défi que l'occident nous a carrément lancé. Constat classique. Alors, la question à se poser maintenant est: que faire ?

Quoi qu'il advienne, il existe quand même une solution viable à cette crise. C'est par la confrontation calculée et non par le repli sur soi, la régression ou la fuite en avant, que les forces vives, y compris l'opposition, pourront jeter les bases d'un combat libérateur. Mais ce qui se passe à l'heure actuelle au niveau du Parlement et au sein du G8 est de toute autre nature. Le jour de la délivrance n'est aucunement proche, quand l'opposition reste timorée, angoissée, apeurée, frileuse, caponne, pusillanime, veut bien mobiliser les masses populaires, mais c'est pour après les neutraliser afin de mieux faire passer sa stratégie de trahison.

Toutes «propositions» et démarches tendent à paralyser la nation au lieu que d'empêcher l'emprise impériale qui s'accélère et s'affirme davantage.

Jusque là, rien d'inhabituel, de particulier ou de nouveau dans les agissements de l'opposition faits seulement, par exemple, de caprice à ne pas rencontrer les membres de l'OEA. Or, il nous incombe la responsabilité révolutionnaire de ne pas céder le pas à ces forces réactionnaires et conservatrices dont le seul et principal souci est de détenir le pouvoir.

Mais le peuple l'a bel et bien exprimé au cours de ses mobilisations: il exige une solution permanente, celle qui assurerait la paix, la justice et la souveraineté.

Rien n'est figé, tout est en constante évolution. Alors donc, il nous faut contribuer à l'affermissement de notre lutte de libération, vu que jamais aucun pouvoir ne se donne en cadeau par l'ennemi, sauf qu'on le prend soi-même de ses propres forces.

Haïti, chronique d'une crise électorale (89)

Bis Repetita, Martelly aux abois !

Par Catherine Charlemagne

Finalement le Président Michel Martelly ne peut plus suivre. L'opposition plurielle est plus forte que lui. A jour J-3 de la fin de son mandat constitutionnel, le chef de l'Etat a perdu tout espoir de pouvoir transmettre l'écharpe présidentielle le 7 février 2016 à un successeur élu. Son dernier recours, le Conseil Electoral Provisoire (CEP) a dû abandonner la partie devant les forces contraignantes de l'opposition l'empêchant de poursuivre sa mission. Jusqu'au dernier moment, la présidence de la République, soutenue uniquement par le Core Groupe (Communauté internationale), croyait à un miracle. Elle pensait ramener au moins les principaux acteurs de la contestation à s'asseoir avec elle en vue de trouver un compromis sur ce qui les oppose. Peine perdue. La volonté de bouter le locataire du Palais national hors de l'aire du Champ de Mars était plus forte. Il ne reste au Président Martelly qu'à remballer ses affaires personnelles et d'attendre le jour J pour sortir par la petite porte avant de rejoindre son pinacle à Péguy-ville.

Michel Joseph Martelly, Président d'Haïti, c'est fini. Le dernier coup en date mettant fin à ce quinquennat mouvementé a été la démission officielle et simultanée de la Conseillère Yolette Mengual et du Président de l'organisme électoral, Pierre-Louis Opont, le vendredi 29 janvier 2016. Les deux ont envoyé leur lettre de démission au chef de l'Etat signant ainsi la mort quasi officielle du Conseil Electoral Provisoire dans sa dernière version. Tous les observateurs et acteurs épiaient ce geste attendu de la part du Président Opont dont la position était devenue intenable à la tête d'une institution devenue en l'espace d'une semaine l'ombre d'elle même. Outre la pression qui augmentait chaque jour sur le pouvoir et le Président de la République en particulier, le Conseil Electoral Provisoire sur lequel reposait le processus électoral jouait le rôle de fusible et supportait jusqu'à la limite du supportable toute la pression des centaines de milliers de manifestants depuis des mois.

Mais l'on sentait qu'au fur et à mesure qu'on avançait dans le processus avec les contestations sans faille des opposants, des fissures apparaissaient de jour en jour au CEP. Après un, deux, puis trois, puis quatre démissions sur neuf membres, il ne restait plus d'espoir que le Collège électoral reste en vie. Surtout après le dernier report de justesse de la date du 24 janvier par le CEP sur les recommandations du Core Groupe. Celui-ci craignait un bain de sang compte tenu de l'atmosphère de guerre civile régnant dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Mais les jours se suivent et se ressemblent pour les Conseillers électoraux. Un jour ce sont les partisans du candidat Jovenel Moïse du PHTK qui occupent le macadam réclamant eux une nouvelle date pour le second tour. Un autre jour, ce sont les contestataires habituels qui reprennent le béton toujours avec les mêmes déterminations et mêmes revendications, le départ du Président Martelly le 7 février.

Ces manifestants excités réclamaient aussi la tête du Président du CEP. Pour ne rien arranger, les secteurs ayant désigné des représentants au CEP leur demandent au fur et à mesure de démissionner. Certains ont obtempéré sans rechigner. D'autres veulent persister dans l'erreur. Ils font la résistance face aux critiques et aux demandes de démission. Tandis que les rues de la capitale et des villes de province deviennent des foyers de contestation tous azimuts. Chaque camp porte ses revendications à coup de slogans et de





La démission officielle et simultanée de la Conseillère Yolette Mengual ci-dessus et du Président de l'organisme électoral, Pierre-Louis Opont, le vendredi 29 janvier 2016.

menaces, ne laissant rien augurer d'un compromis entre les protagonistes. Le Président Martelly qui semble être aux abois ces derniers jours ne cesse de provoquer l'opposition à coup de menaces à peine voilées sur son intention de rester au Palais national, le temps qu'il organise des élections qu'il n'a pas pu tenir durant les cinq années de sa présidence. Profitant de l'inauguration d'un complexe socioécommunautaire et commercial dans la commune de Cité Soleil le jeudi 28 janvier, le chef de l'Etat est sorti de ses gonds pour provoquer une fois de plus ses adversaires en général et les leaders de l'opposition en particulier.

Sur un ton martial, il a prétendu ne pas vouloir partir avant de trouver un accord avec l'opposition parmi les différentes propositions mises sur la table dont celle de la présidence. Sinon, selon lui, il restera en poste jusqu'au mois de mai, le temps de trouver ce compromis historique. Si la déclaration du Président relève du bon sens, étant le chef du pouvoir Exécutif, il ne peut se permettre d'abandonner le Palais national sans avoir l'assurance qu'il ne laissera point le pays dans un chaos qui pourrait être fatal pour la nation sur le plan social et politique. C'est la manière et le ton employé qui ont détruit tout le contenu de son intervention teintée d'un certain réalisme.

Personne ne saurait encourager à ce que le pays tombe dans une guerre civile dévastatrice pour la population. Même à cœur serré, certains opposants du chef de l'Etat comprendraient que c'est le devoir de celui-ci de prendre les mesures qui s'imposent en vue de garantir l'ordre et la sécurité sur l'ensemble du territoire. C'est son devoir et ses responsabilités. Il n'y a pas à sortir de là. Mais le Président Martelly, dans cette sortie, a pris ses désirs pour la réalité. Il aurait dû faire un tel discours depuis l'un des salons du Palais national entouré du gouvernement au complet y compris le Premier ministre Evans Paul, sur un ton démontrant la gravité de la conjoncture et de l'heure. Solennel et grave avec tout le décorum de la République et ceux lui conférant le pouvoir qu'il détient jusqu'à l'expiration de son mandat, le chef de l'Etat aurait pu inverser la tendance en retournant une partie de l'opinion publique. Expliquant de manière calme, pondérée, en prônant la réconciliation au sein de la Nation unie et fraternelle, le Président Martelly aurait dû reconnaître qu'il a failli et qu'il doit s'excuser pour la tournure que prend la situation.

De fait, il allait expliquer sereinement à la population les raisons de l'échec du processus électoral et pourquoi en tant que chef de l'Etat, il devait boucler le dossier avant de quitter le Palais national. Il suffisait d'entendre les gens qui manifestaient le vendredi 29 janvier à travers les rues de Port-au-Prince pour comprendre que le Président avait fait une erreur de casting et s'était livré aussi à des excès de langage inutiles qui l'ont plutôt desservi, voire aggravé inutilement les choses. Finalement, en voulant montrer



Il ne reste au Président Martelly qu'à remballer ses affaires personnelles et d'attendre le jour J pour sortir par la petite porte

ses muscles en bombant le torse et dire j'y suis, j'y reste même si personne ne veut m'écouter, le Président a verrouillé toutes les portes de sortie honorable pour lui. Puisqu'il apparaît comme un pompier pyromane qui allume ses propres incendies pour qu'on l'envoie les éteindre. Ça ne pouvait marcher. D'ordinaire l'on découvre toujours l'incendiaire car il se porte souvent le premier pour monter au feu. C'est suspect ! Mais ce n'est point étonnant que le Président de la République agisse de cette façon. Dans ce Palais qui devient un bateau ivre, où tous ceux qui jouaient aux Conseillers présidentiels se replient dans leurs bases d'origine depuis quelque temps ou trahissent carrément leur chef, tout va à la dérive. Prenons en exemple le cas de Youri Latortue.

Sans gêne aucune, celui-ci se place pratiquement depuis quelques jours dans le camp de l'opposition. Pourtant il a obtenu tout ce qu'il voulait auprès de la présidence depuis qu'il occupait officiellement le poste de Conseiller du Président, jusqu'à le pousser à commettre l'erreur monumentale de la publication au journal Le Moniteur des résultats d'une élection qui était loin d'arriver à terme ; ce qui lui a permis de redevenir sénateur de l'Artibonite dans les conditions que l'on sait. Jamais le Président de la République n'aurait dû publier les résultats d'un scrutin en cours. Pourtant, avec insistance, le Conseiller juridique d'alors, Youri Latortue, a poussé le Président Martelly à commettre cet impair constitutionnel dans le but uniquement de valider son élection contestée. La publication des résultats de cette élection inachevée a permis aussi la rentrée parlementaire du 11 janvier 2016 sans véritablement être suivie d'effet puisque, une fois la faute commise, le Grand Corps s'est constitué en un foyer d'opposants au pouvoir. Mais l'objectif est atteint pour Youri Latortue qui n'avait que ce plan dans son agenda. La promesse qu'il avait faite au Président Martelly de lui livrer le Parlement clé en main une fois retourné au Sénat de la République est un lointain souvenir.

Surtout l'honorable sénateur n'a pu s'emparer du Parlement comme il l'avait imaginé. Si son parti Ayiti An Aksyon (AAA) a pu prendre la présidence de la Chambre des députés avec Cholzer Chancy au Perchoir, lui

suite à la page(14)

Lettre ouverte aux ambassades des pays membres du « Core Group » et à l'Union Européenne

Parce que nous ne voulons pas rester dans un silence complice

Le vendredi 22 janvier, le Conseil Électoral Provisoire (CEP) a annulé pour la troisième fois le second tour des élections présidentielles en Haïti. Quelques heures plus tôt le même CEP renouvelait sa confiance dans la réalisation des joutes. Le président Martelly avait également confirmé la tenue du scrutin du 24 janvier dans une adresse à la nation le jeudi 21 dans la soirée. Les retournements de situation des derniers jours ont achevé de décrédibiliser un processus électoral démarré il y a près de 6 mois, et décrié chaque jour un peu plus fort au sein de la société haïtienne, depuis le premier tour du scrutin législatif, le 9 août.

La communauté internationale – à quelques exceptions près –continue pourtant à soutenir ledit processus. Dans son dernier communiqué du dimanche 24, la Mission d'Observation Électorale de l'UE (MOE -UE), « réitère son soutien au processus électoral haïtien et elle maintient la nécessité de respecter les résultats électoraux du scrutin du 25 octobre 2015 qui a placé les candidats Jovenel Moïse et Jude Célestin au second tour des élections présidentielles. » Et pourtant…

Le rapport de la commission d'évaluation électorale indépendante (CEEI) des élections du 25 octobre 2015 révèle que « certains résultats obtenus indiquent que le niveau de certaines irrégularités graves est très élevé » et recommande un « examen plus approfondi au plan technique de la responsabilité de la machine électorale dans les irrégularités souvent assimilées à de la fraude massive » Le même rapport recommande vivement « un dialogue politique entre les différents acteurs du pays pour poursuivre le processus et espérer une participation appréciable aux élections et la paix sociale ».

Dans son rapport ii la MOE-UE quant à elle, semble ne pas avoir vu d'irrégularités suffisamment graves pour remettre en doute le processus. Ce rapport conforte les rares partisans d'une poursuite du processus. De son côté, l'UE salue le rapport de la CEEI ; mais préfère défendre l'application des « recommandations et analyses » de « sa » mission d'observation. Ainsi, alors que les deux principales recommandations formulées dans les conclusions du rapport de la CEEI n'ont pas été suivies d'effets, l'UE est restée « déterminée à poursuivre son appui au processus électoral et à continuer à l'accompagner dans les différentes phases ».

Les observateurs internationaux n'auraient donc pas « vu » d'irrégularités pouvant laisser présager des fraudes massives ; mais les représentants des « pays amis » ont- ils-fait le décompte des secteurs de la société civile haïtienne qui soutiennent encore le processus électoral ? Ces derniers jours, le forum économique, les Églises Catholique et Protestante, les principales organisations de la société civile haïtienne - les mêmes que l'UE soutient de longue date à travers ses programmes de renforcement de la société civile - se sont tour à tour prononcés contre la poursuite de cette course électorale.

Les représentants des pays amis n'ont-ils pas vu, ces derniers mois et ces derniers jours, se multiplier les actes de répressions ? N'ont-ils pas entendu les alertes lancées par de nombreuses personnalités du secteur des droits humains ? Ignorent-ils que des affrontements liés au processus électoral bloquent des villes entières ?

Au cours du weekend écoulé, les signes inquiétants de polarisation de la situation se sont faits de plus en plus clairs, et il en faudrait peu pour que tout cela ne dégénère très sérieusement, ajoutant aux difficultés de la population haïtienne. Dans un contexte aussi explosif, et après des mois de jusqu'auboutisme, les Acteurs de la diplomatie, souvent taxés d'ingérence dans le pays, devraient, selon nous, s'en tenir à une neutralité claire et s'abstenir de toute ambiguïté. La résolution de la crise actuelle revient aux acteurs haïtiens.

Nous regrettons l'amalgame – certes compréhensible - entre les étrangers, les

ONG ou entreprises étrangères et les ambassades, alors même que beaucoup d'entre nous ne partagent pas la position desdites ambassades.

Nous, citoyens de pays membres du « Core Group », nous nous sentons très inconfortables dans la prise de

suite à la page(14)

AVIS JUDICIAIRE

Par ces motifs, le Tribunal sur les conclusions du ministère public, représenté à la barre par Me Géraldine Lalanne, substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort, maintient le défaut requis et déjà octroyé à l'audience du jeudi neuf juillet deux mille quinze, accueille favorablement l'action de la dame née Bénita Buissereth pour être juste et fondée, ordonne le déguerpissement des assignés Ferel Bruno, Isermé Pétion et Dupont Jérôme sur la propriété de la requérante située à Ernouff dit Dugué, neuvième section communale d'Aquin sus-décrite et localisée avec ses tenants et aboutissants, ordonne également la démolition de tout ce qui se trouve sur le dit terrain, ordonne également le bornage, accorde l'exécution provisoire du jugement à sortir sur le chef du déguerpissement, condamne les assignés solidairement l'un pour l'autre à cinquante-neuf mille gourdes de dommages-intérêts au profit de la requérante, les condamne enfin aux frais et dépens de l'instance.

Commet l'huissier Daniel Brésil de ce siège pour la signification du présent jugement.

Ainsi signé et prononcé par Nous, Me Louis Fils Joseph, juge en présence de Me Géraldine Lalanne, substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du citoyen Jean Claude Novembre, greffier du siège en audience ordinaire, civile et publique de ce jeudi seize juillet deux mille quinze, An 212eme de l'Indépendance. Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis, de mettre le présent jugement à exécution ; aux Officiers du ministère public près les tribunaux civils d'y prêter la main, à tous commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute de la présente décision fut signée du juge et du greffier susdits.Avec deux renvois en marge bon et cinq mots rayés nuls.

Collationnée pour expédition conforme à la minute.

Jean Claude Novembre, greffier.

7 Février : Qui va remplacer Michel Martelly?





Le sénateur, Jocelerme Privert



Le président de la chambre des députés, Cholser Chancy



Par Yves Pierre-Louis

Le mandat de l'occupant du Palais national, monsieur Michel Joseph Martelly arrive à terme le dimanche 7 février 2016, sans qu'aucune élection n'ait eu lieu pour le remplacer, selon le vœu de la Constitution haïtienne. Alors, que dit la Constitution en ce qui concerne le début et la fin du mandat présidentiel ? L'article 134.1 et suivants ont ainsi répondu : « La durée du mandat présidentiel est de cinq (5) ans. Cette période commence et se termine le 7 février, suivant la date des élections.

L'élection présidentielle a lieu le dernier dimanche d'octobre de la cinquième année du mandat présidentiel. Le président élu entre en fonction le 7 février suivant la date de son élection. Au cas où le scrutin ne peut avoir lieu avant le 7 février, le président élu entre en fonction immédiatement après la validation du scrutin et son mandat est censé avoir commencé le 7 février de l'année de l'élection.

Le président de la République ne peut bénéficier de prolongation de mandat. Il ne peut assumer un nouveau mandat, qu'après un intervalle de cinq (5) ans. En aucun cas, il ne peut briguer un troisième mandat. »

Alors, voici que le 7 février arrive, sans qu'il ait eu de président élu. Cela prouve que les individus issus de l'idéologie macouto-duvaliériste ne pratiquent pas de culture politique démocratique. Lorsqu'ils arrivent frauduleusement au pouvoir, ils veulent le maintenir par tous les moyens au grand mépris de la Constitution et des lois de la République.

La Constitution, qui est la loi mère, est d'application stricte. Elle prévoit dans son article 149 la vacance présidentielle pour une raison ou pour une autre ; mais elle ne prévoit pas ce qui va arriver le 7 février prochain. On l'appelle vide présidentiel. Donc, c'est le résultat de la gestion catastrophique du régime tètkale, néo-duvaliériste, renforcé par des représentants de GNB, dirigé par un chanteur de compas, Sweet Micky, imposé par la communauté internationale au cours de l'année 2011. Pendant toute la durée de son mandat, ce régime est supporté aveuglement par les collabos de l'international, issus de l'oligarchie, de l'église, de la société civile, et d'une certaine presse.

En dépit de la pauvreté extrême du peuple haïtien, la famille présidentielle a profité de l'espace du pouvoir pour s'enrichir et vivre dans l'opulence. Le pays est plongé dans le gouffre et dans l'anarchie. Aucune institution et aucun pouvoir ne fonctionnent pas convenablement. La Constitution de 1987 a établi un régime démocratique avec la séparation des trois grands pouvoirs de l'Etat, à savoir : l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire. A partir de 7 février 2016, l'Exécutif bicéphale n'existe plus, le Législatif bicamérale est frappé d'un grand déficit de légitimité flagrante et le Judiciaire est amputé de la moitié de ses membres. Aucun de ces pouvoirs n'a ni légitimité ni la légalité pour combler tout seul le vide laissé par monsieur Michel Martelly, le 7 février. Le pire de tout cela, c'est que Michel Martelly a fait appel à l'Organisation des Etats Américains (OEA) pour venir s'immiscer dans les affaires internes du pays fondateur de l'indépendance de l'Amérique et le premier au monde a avoir banni l'esclavage. Par contre, les émissaires de l'OEA ont trouvé une fin de non-recevoir du côté du peuple haïtien et de certains dirigeants politiques. Lors des dernières manifestations qui ont eu lieu à travers le pays, des slogans hostiles ont été lancés à l'endroit de l'organisation hémisphérique. OEA se kolera. OEA se sida. OEA pèp ayisyen di li pap obeyi. OEA is also guilty…. »

D'un autre côté, le peuple haïtien est resté mobilisé pour exiger l'arrestation de monsieur Martelly et de ses acolytes pour vol, corruption, violation du droit politique entre autres. Il ne veut plus que l'international vienne s'immiscer dans les affaires internes de son pays. Le 7 février de gré ou de force Michel Martelly doit partir !

Entre temps, selon des rumeurs qui circulent dans la presse locale même que le Premier ministre de facto Evans Paul a démissionné de ses fonctions en vertu d'un dit accord entre les 2 présidents des deux prétendues chambres, en l'occurrence, le sénateur, Jocelerme Privert et le soi-disant président de la chambre des députés, Cholser Chancy et l'occupant du Palais national, Michel Martelly. Cette démission viserait à permettre la nomination d'un nouveau Premier Ministre de consensus et à faciliter le départ de Michel Martelly le 7 février prochain. Trois noms circulent déjà pour être le prochain Premier ministre retenu par Michel Martelly. Il s'agit de l'homme d'affaires Reynold Deeb, du sénateur de la Grand'Anse Andris Riché, et du Premier ministre démissionnaire Evans Paul.

Contrairement à la Constitution, cet accord prévoit seulement un chef de gouvernement sans un président de la république pour conduire les affaires de l'Etat jusqu'à l'installation d'un nouveau président élu conformément aux prescrits de la loi.

Tandis que l'Opposition de son côté, rejette d'un revers de main cette proposition. Elle exige le respect de la Constitution et appelle à nouveau à la mobilisation pour faire échec à cette nouvelle conspiration contre le peuple haïtien. Dans cette perspective, quatre nouvelles journées de manifestation ont été lancées pour les jeudi 4, vendredi 5, samedi 6 et dimanche 7 février pour continuer de réclamer le départ et l'arrestation de Martelly, la formation d'un gouvernement provisoire, la mise sur pied d'un nouveau Conseil Electoral Provisoire et la formation d'une commission d'enquête indépendante capable de faire la lumière sur ce qui s'est passé le 9 aout et le 25 octobre lors des scrutins.

Et, enfin l'Opposition réclame sa participation dans tout le processus de dialogue visant l'éventuelle résolution de la crise. Selon plus d'uns, Michel Martelly et les parlementaires mal élus n'ont pas de légitimité populaire nécessaire pour engager le pays dans une quelconque aventure politique qui ne fait que l'enfoncer davantage dans une crise récurrente. En d'autres termes, toutes les résolutions à cette crise politique et électorale doivent impliquer tous les secteurs de la vie nationale et sans ingérence étrangère. De toute façon, le lundi 8 février prochain le pays se lèvera sans Michel Martelly au Palais national et sans un président élu ; et cela constitue bien un échec cuisant pour le régime tétkale-GNBiste et la communauté internationale.

La mission de l'OEA : indésirable !

Par Marie Laurette Numa



Ronald Sanders et Jocelerme Privert

Dimanche dernier 31 Janvier 2016, une Mission spéciale de l'Organisation des États Américains (OEA) pour Haïti, est arrivée à Port-au-Prince, suite à une sollicitation de Martelly afin de l'aider à faire face à la crise électorale. Cette mission est dirigée par le Président du Conseil permanent, l'Ambassadeur d'Antigua-et-Barbuda, Monsieur Ronald Sanders. Les autres membres de la délégation sont le Conseiller spécial du Secrétaire général, M. Gabriel Bidegain, et l'ancienne Ambassadeur de Sainte-Lucie, Mme Sonia Johnny.

La Mission de cette délégation n'est jusqu'à présent pas claire pour le peuple haïtien. Selon Sanders, sa mission « est en Haïti pour parler au plus grand nombre possible d'acteurs afin d'évaluer la situation ».

La mission a déjà rencontré le Président de la République, Michel Martelly, et des membres du Gouvernement, le Président du Sénat, Jocelerme Privert, des Sénateurs issus de divers partis politiques, ainsi que le Président de la Chambre Basse, Cholzer Chancy de AAA. Au cours de la rencontre avec les sénateurs, certains n'ont pas vu d'un bon œil la visite de cette délégation au sénat. Ainsi le sénateur Jean-Baptiste Bien-Aimé n'a pas caché ses frustrations en déclarant à la presse que « Le Sénat et la Chambre des députés sont de bonne foi. Nous n'avons pas besoin d'une quelconque intervention de l'OEA pour résoudre ce problème. Nous ne savons pas si cette visite rentre dans le même jeu qu'a fait l'OEA en 2010 lorsqu'elle avait nommé Michel Martelly président du pays. Peut-être, elle est venue pour favoriser la prolongation du mandat de ce dernier. Car l'OEA symbolise la magouille ».

Voyant avec quelle attitude les sénateurs les ont accueillis, ils ont été obligés de clarifier leur présence en ces termes comme le présente le sénateur Bien-Aimé du Nord est « Heureusement, ils disent qu'ils ne sont pas venus pour interférer dans la gestion du pays. Ils affirment que l'OEA est venue tout simplement pour recueillir de tous les acteurs des informations sur la crise ». Propos confirmés par l'Ambassadeur Sanders quand il s'est ainsi exprimé : « cette mission d'établissement des faits n'est pas en Haïti pour s'immiscer, se mêler ou encore faire de la médiation dans les affaires haïtiennes ».

Par ailleurs, le G8 n'a pas apprécié l'intervention de l'OEA dans la crise haïtienne et a refusé de rencontrer les émissaires de l'OEA.



L'OEA a été déclarée totalement indésirable par les masses populaires. On la compare avec le SIDA et le Choléra

Fanmi Lavalas rejette également toute possibilité de dialogue avec les membres de la mission de l'OEA. Et même Jacques Sampeur, porte parole du G 30 est monté au créneau en disant : qu'il nous faut trouver une solution haïtienne sans l'intervention des représentants de la communauté internationale.

Après l'OEA, ce fut le tour des membres de la communauté des états latino-américains et des caraïbes (CELAC) de s'entretenir avec le président du sénat le 2 février. L'ambassadeur de France en Haïti a rencontré le numéro un de la chambre basse le même jour. Drôle de coïncidence. Tous les acteurs étrangers ont fait part de leur grande préoccupation. Cependant pour l'Ambassadeur Sanders « les conversations que la Mission a eues jusqu'à ce jour ont été très constructives, particulièrement puisqu'il en ressort qu'une solution à la présente situation est en train de se dessiner entre les parties prenantes nationales ». Quel dessin ?

Or le président du sénat de la République Jocelerme Privert dément qu'une entente ait déjà été trouvée entre le Parlement et l'Exécutif en vue de trouver une issue à la crise. Selon lui, le corps législatif ne dispose d'aucune liste de noms de personnalités aptes à devenir Premier ministre.

Dans une conférence de presse donnée le mardi 2 février, le candidat à la présidence de la plateforme Pitit Dessalines, Jean-Charles Moïse a fustigé la mission de l'OEA. Il a également expliqué les raisons pour lesquelles il a décliné l'invitation de l'OEA à le rencontrer : « Ce n'est pas normal de répondre favorablement à l'invitation de l'OEA dont les différentes missions se sont soldées par des échecs. Le destin du pays doit être assuré par le peuple haïtien »

Au cours de toutes les manifestations, l'OEA a été déclarée totalement indésirable par les masses populaires. Il nous faut signaler que de nouvelles manifs sont programmées pour les 2,6 et 7 février prochains à Port-au-Prince, pour continuer d'exiger le départ du président Joseph Michel Martelly ainsi que celui des forces occupantes de la Minustah.

Guy Philippe: un cas unique de ménopause masculine…

Bouffées de lubies, et divagations d'un mercenaire

Par Fanfan la Tulipe

On sait que la ménopause est un processus biologique survenant chez les femmes, naturellement, entre 40 et 55 ans. Elle correspond à l'arrêt de fonctionnement des ovaires et de la sécrétion des hormones féminines - les estrogènes et la progestérone - entraînant une disparition des règles. Des facteurs génétiques influencent sa date de survenue et on a constaté que l'âge de la ménopause est souvent le même d'une mère à une fille. Le début de la ménopause est délicat à identifier avec précision car la cessation de l'activité ovarienne se fait progressivement, sur une période qui dure en moyenne 3 à 4 ans. En fait, il existe une phase de pré-ménopause. C'est tout dire.

Pour la plupart des femmes, l'entrée en ménopause se manifeste par des irrégularités menstruelles parfois accompagnées de troubles de l'humeur et, surtout, de **bouffées de chaleur,** apparaissant chez près de 50% des femmes. Elles précèdent l'arrêt définitif des règles. Il s'agit de brusques sensations de chaleur montant du haut du corps jusqu'au visage, suivies de sueurs importantes et de frissons. Leur durée est brève. Ce trouble cardinal, primordial, fondamental, bref, est en rapport avec une stimulation excessive de l'hypothalamus dont certains centres commandent le fonctionnement des ovaires pour compenser le manque d'estrogènes.

A part les **bouffées**, il existe une *digdal,* une *katafal,* une *ratafal,* une multitude*, une foultitude* d'autres manifestations de la ménopause, quoique accessoires: fourmillements, douleurs articulaires et musculaires, céphalées, palpitations, vertiges, manifestations neuropsychiques : troubles du sommeil, fatigue, nervosité, irritabilité, perte de confiance en soi, anxiété, pertes de mémoire, difficultés de concentration ; troubles sexuels: dyspareunie, sécheresse vaginale ; problèmes de poids, vieillissement cutané. Leur survenue varie en nombre, en importance et en durée. A signaler aussi qu'à partir de la ménopause, les risques d'accidents cardiovasculaires augmentent, les os deviennent plus fragiles (ostéoporose) et se cassent plus facilement.

Le propos de cette *ménopausale* introduction est de faire un parallèle entre le symptôme fondamental de la ménopause, les **bouffées de chaleur**, et le débordement honteux en **bouffées**, le déchaînement orageux et *anraje*, le jaillissement violent, le déluge biblique, la marée haute, la démesure morbide, l'explosion ignée, l'éruption volcanique de déclarations osées par l'énergumène Guy Philippe, ces jours derniers, face à la massive levée de boucliers des masses populaires contre l'arrogance, les extravagances, les insolences, les impudences, les indécences, les outrecuidances, les bizarreries, les loufoqueries, les cocasseries, les bouffonneries et pitreries de la bande *sampwellarde* à Pierre Louis Opont.

En effet, on a eu l'impression de brusques **bouffées de chaleur** vindicatives, haineuses, fielleuses, pernicieuses, venimeuses, odieuses, machiavéliques, diaboliques, sataniques, méphistophéliques, malveillantes, méchantes, atterrantes, menaçantes, montant du niveau *bas-instinctuel* de la bête jusque dans la bouche immonde de l'animal. Prêtez l'oreille, ou mieux, *fournissez vos yeux, founi je n* : «Ce sont des raquetteurs, des vagabonds, des délinquants qui veulent prendre le pouvoir sans aucune légitimité», *raquette*, caquette, béguète, craquette, répète, *pèpète*, jacasse, jabote, clabaude, coasse, croasse, hulule cette bête sauvage, sinistre, aux cris multiples qu'est Guy Philippe.



Ti Gi machann poud compte parmi les délinquants, les criminels les plus recherchés dans l'État de la Floride.

Guy Philippe, Guy le mercenaire, Guy le *machann dwòg*, a eu des **bouffées** d'oubli en ne se rappelant pas ou en feignant de ne pas se rappeler qu'il est sur la liste de la DEA américaine, ce service de **police** fédéral **américain** https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9partement_de_la_Justice_des_%C3%89tats-Unischargé de la mise en application de la loi sur les **stupéfiants**. Ti Gi *machann poud* compte en effet parmi les délinquants, les criminels les plus recherchés dans l'État de la Floride. Depuis l'époque de sa formation en Équateur par les Forces Spéciales américaines, en 1990, jusqu'à ses dernières et intempestives déclarations, il devrait enfin savoir qu'il n'a été qu'un vulgaire pion, un sale petit mercenaire *ti zòrèy* aux mains de la CIA. Mais l'argent n'a pas d'odeur et Ti Gi se plaira à être un *ti tyoul* tout le temps que la chose lui rapportera du fric.

Juste après avoir joué un rôle funeste dans les dramatiques événements de février 2004, il se voyait déjà général pinochettiste en chef et se targuait d'avoir le «contrôle de 90% des forces armées d'Haïti». Même, sur une radio haïtienne, *l'olibrius* déclarait: «Le pays est entre mes mains». Pauvre petit con ! Il convoquait 20 commandants de la police leur demandant de le rencontrer, et avertissait que s'ils échouaient à se présenter, il les arrêterait. Pauvre petit con (bis) ! Les *maîtres de sa queue* eurent vite fait de le ramener à la raison, de le confiner dans son village natal, d'exiger qu'il se la boucle jusqu'à nouvel ordre. Un débarquement musclé, de la DEA, plus théâtral que sérieux, vint lui rappeler le 16 juillet 2007 qu'il était (et il l'est encore) un triste mec *mare nan pye tab lajistis blan meriken*.

Aujourd'hui, les services secrets américains par l'entremise de l'ambassade cinquante-étoilée, et en accord avec un pouvoir aux abois, ont fait appel au mercenaire Guy l'effronté, *Ti Gi timakak, Ti Gi bètseren, Ti Gi san zepwon, Ti Gi bèkfè, Ti Gi bèkatè, Ti Gi kòksanbèk, Ti Gi tètsankrèk*, pour menacer, effrayer, terroriser l'opposition y compris les masses mobilisées contre le «projet de la banane». Alors des **bouffées** de pouvoir fou lui sont montées du plus bas de ses instincts carnassiers jusqu'à son museau de chien perdu facile à retrouver avec son bracelet rose.

Les **bouffées** d'incitation à une guerre civile potentielle s'accompagnent de frissons et de pulsions de mort violente rappelant les troubles de l'humeur du mercenaire à l'origine de l'attaque meurtrière contre l'Académie de Police en juillet **2001**. Ne sait-on pas que Guy Philippe, Guy le petit vilain, avait été accusé d'en être le machiavélique cerveau ? Le vertige du pouvoir, les palpitations que lui causaient, en mars 2004, la fourmillante sensation d'être la version haïtienne du général Pinochet, son héros, sont revenus dans le cerveau fou de ce dérangé mental dont la démesure et les brusques jaillissements d'une parole insensée sont autant de symptômes accessoires à côté de **bouffées** d'autoritarisme duvaliéro-macoute.

«C'est mon devoir de dire que le pays est en danger et c'est mon devoir de prendre des dispositions comme responsable [...]», grogna ce macouteux porcin des porcheries dominicaines, chuinta ce hibou de malheur planant au-dessus des victimes du coup d'État-kidnapping du 29 février 2004, grinça cette chauve-souris des cavernes d'*atache* à la solde de Cedras et de Michel François, glapit ce dangereux renard familier des tanières militaires d'entraînement de la CIA, vagit ce crocodile des étangs duvaliéristes, mugit cette vache enragée qui allaita un certain Premier ministre du nom de Latortue. Et de quelles «dispositions» s'agit-il ? Sont-ce des manifestations neuropsychiques accompagnant des **bouffées** de désir homicide contre tout un peuple qui a dit non à l'injustifiable ?

Selon le mercenaire Guy le petit vilain, «l'honnête» observateur des dernières élections à la sauce Ti Malis-Martelly-Opont, il n'y aurait eu que «quelques irrégularités». *Brrrr ! Nous sommes plutôt portés à croire que du côté de Philippe, il y aurait eu plutôt* fatigue, nervosité, irritabilité associées à des **bouffées** de déraison, de délire, d'élucubrations, de divagations, de perversion. Voilà qu'on se rapproche indubitablement d'un tableau *ménopausal* montrant **bouffées** de chaleur menteuses, tortueuses, trompeuses, fourbes, assorties de manifestations neuropsychiques avérées, confirmées, attestées.

Le vilain, vil petit mercenaire aux ordres de la CIA, a eu des **bouffées** de réminiscences GNBistes à l'époque où «« André Apaid Junior, Evans Paul, Dany Toussaint Serges Gilles, Himmler Rébu, tous étaient venus me rencontrer en territoire voisin pour planifier le renversement de M. Aristide ». Tout ce beau monde «pacifique» mais *malpropre,* l'avait-il rencontré tout juste pour caresser son cul de violence militaire ou bien pour contribuer à lui fournir les armes nécessaires à ses «rebelles». Tous ces souvenirs de «guérillero» lui sont montés en **bouffées** d'accrochages militaires, de guerre civile, du haut du corps jusqu'au visage, jusqu'à sa minable et menaçante tête de crocodile.

En effet, l'exécrable petit mercenaire, protégé par «le laboratoire», a bien eu cette **bouffée** de violence révélatrice: « Il n'y aucun gouvernement de transition qui puisse venir diriger la Grande-Anse et le Sud si ce n'est pas la guerre qu'ils veulent, parce que moi, Guy Philippe je vais me tenir devant eux [...]». En fait, il s'agit d'un mécanisme de défense bien connu, introduit par Freud, la projection: opération mentale (généralement inconsciente) par laquelle une personne place sur quelqu'un d'autre ses propres **sentiments**, ses propres pulsions. En l'occurrence, c'est Guy l'exécrable qui veut

suite à la page(13)

Peyi nou an de moso

Solèy nou an de moso
solèy mwen
solèy ou
solèy nou an de moso
solèy nou koupe an de
youn pou nou
youn pou yo

lonbraj nou an de moso
lonbraj mwen
lonbraj ou
lonbraj nou an de moso
lonbraj nou koupe an de
youn pou nou
youn pou yo

peyi nou an de moso
peyi mwen
peyi ou
peyi nou an de moso
peyi nou koupe an de
youn pou nou
youn pou yo

Pierre-Richard Narcisse

Je nou fè dlo ansanm

Je nou fè dlo ansanm
lè nou wè peyi a atè
nan malsite
ak yon zèl sapat l ap trennen
klatap ! klatap !

Douz kou lanjelis
frape sou bobis nou
doup doup doup.

Douz kou grangou sonnen
sou po vant nou
tankou douz kout mas
doup doup doup
lè nou wè peyi a atè.

Lè nou wè peyi a atè
sa fè je nou ponpe dlo.
Peyi a atè,
y ap grafouyen l nan kè.

Bouras van pase.
Sa k rete ?
Ti moun k ap jwe ti flit
ak zo manman yo
anpi yo pran ri
ou pa konnen pou ki.

Dan deyò se konsa.
Dan griyen tankou
vyann sezi
ki pa ka lage ankò,
pase se twòp atò
pou se doup doup doup
tout bagay ap voye pye.
Pou se nan mwèl mwen
zwezo lakranp ak
zwezo kalewès ta wè pou yo
fè nich renmen ?
Ala !

Ala derespektansite
pou alèkile nan tout vil
mouch ap vole alèz
arebò solèy !

depi nou fenk fèt,
nou depafini ak you moso limyè
lan mwn nou,
you moso limyè k ive pa mouri.

Wi cheri, se nou ki pou konnen
si n ap rete gade yo frape l
doup doup doup

Ouch ! twòp fatra nan mitan nou,
twòp fatra nan mitan nou,
twòp moun mouri, twòp kay kraze,
pou nou chita blaze
nan renmen, kite kè nou
ap drive nan seren malmennen.

Men lan men, osnon degrennen,
se sou male menm pou nou frappe,
pou nou frape tankou sèpantye
k ap fè metye frape bwa di
ak tèt.

Ak tèt pou nou renmen
pou nou pa kite janm kanson leta
pran pli chita
sou peyi a ki atè,
atè nan malsite.

Georges Castera

Otofonik (plak la)

Labe Labe Labe pa fè sa
Labe ou gen manman
Labe ou gen papa
Labe Labe Labe pa fè sa...[1]

Yon tanbou makawon gwonde nan Mònatif tanbou bèf k ap begle. Yon son grav ki sot nan zantray, ki anfle, ki woule woule menm jan ak kout loraj anvan gwo lapli. Plak la deyò ; chak kout pla men Labe sou po kabrit akouche amoni nan lari Pòtoprens. Pèsonaj nan katye rezidansyèl, ki pa danse kole ak foul, kouri fèmen pòt. « Nèg debyen » ak « jennjan debònfami » prese mete rad pachiman epi fann nan bann nan. « Madigra melanje ak bon mas ». Vakabon k ale nan mereng sa w pran se pa w. Otofonik se yon kòktèl molotòv. Mizik la pran w nan trip kou yon maladi atrapan. Tout moun opa kadanse. *Labe Labe Labe pa fè sa, Labe ou gen pitit... bap bap bap bap pim pim bap.*

Plak la se yon kaprina ki tann fènwa pou li fè ou siy. Gagann pete, Venndezan ap fè dodin. Veye jilèt Chandra, razwa, katchapika. *Vakabon k ale nan mereng sa ou pran se pa w.* Bri pye sou makadam, bann nan glise desann nan mitan ekla vwa, ri lan gòj ak lafimen tèt gridap. *Labe Labe Labe pa fè sa...* Sou tèt machann, limyè nan bak ap fè yan yan. Asowosi, bwa kochon ak zo douvan ap fè reklam *marye pou kenz*. Lanbi, bega ak salezon pa ret atè. Timoun ki pran refij nan janm granmoun rale yon souf lè ke bann nan file desann janbe kafou.

Pi lwen, pi devan, plezi gaye ak yon nouvo gwoup banbochè. *Si Otofonik pa monte Bèlè pa devan, l ap monte l bounda pa bounda a a a a a, bounda pa bounda a a a a a, bounda pa bounda...*

Manifestasyon sanpransouf pou voye Mateli ale!



Pèp la dwe kenbe lari a djanm, pi cho chak jou pou mande anile eleksyon 9 out yo ak 25 Oktob 2015 yo. Pèp la dwe rete veyatif poko gen anyen ki bon, ni ki pral bon menmsi Mateli ale. Pa koute kandida k ap fè n konnen bagay yo pral bon. Non ! Se pou n kenbe lari a pou tout tan gen tan pou nou jwenn kote sous lamizè pete nan peyi nou Ayiti.

Bèl pale

Bèl pale, pale mwa de sa
patat ti zòtèy vle aprann mache
anba tè

Bèl pale , pale mwa de sa
pa pale m de milat pa pale m de
nèg nwa

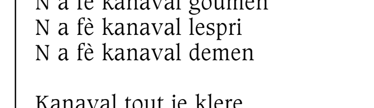
Bèl pale, pale mwa de sa
pale m san rete sou sa k ap pase
lan peyi m

Peyi a ki tankou sann dife
k ap mouri, k ap mouri

N ap mande tout ti van k ap soufle
pou yo sanble
pou yo limen oun gwo boukan
pèp la rele LIBÈTE

Atis Endepandan

Kanaval



Yo fè kanaval prentan
Yo fè kanaval dèflè
Yo fè kanaval tout tan
Yo fè kanaval mizè

Kanaval Istèn Pakwe
Jipsi monte Tabou desann
Kanaval tout zotobre
Men fòk gen mèkredi dèsann

E jou sa n a boule degizman pa vre
Wi jou sa n a boule tout lèwa
N a fè on gwo fèt pou pèp la fete

N a fè kanaval fizi
N a fè kanaval goumen
N a fè kanaval lespri
N a fè kanaval demen

Kanaval tout je klere
Pèp la monte boujwa desann
Kanaval pou libète
Apre mèkredi lesann

Tanbou Libète

Premye minis defakto a, Evans Paul poko demisyone !



Evans Paul alyas K-Plim

Yo toujou fè konnen lafimen pa janm leve san dife; men ki sa ki pase menm ki lakòz gwo lafimen sa a: demisyon K-Plim fin anvayi tout peyi a rive menm nan peyi etranje; aloske potko menm gen dife oubyen se touye yo gentan touye dife a? Se kesyon sa a anpil moun ap poze, pou konnen ki jwèt k ap fèt la a ant Mateli ak K-plim?

Eske se tankou yon ke makak K-plim kanpe lan Primati a ? Se Palman an menm ki mande pou K-Plim rache manyòk li anvan Mateli rache pa l jou k ap 7 fevriye 2016 la. Konsa pou yo kapab mete yon lòt Premye minis konsansis.

Vers une consolidation démocratique conservatrice

Par Jacques NESI


Martelly sortira de son bureau du Palais national, défait, contrarié, contrit de n'avoir pu installer, à sa place Jovenel Moïse

Dans moins de sept jours, Haïti va connaitre une séquence importante dans sa trajectoire vers la démocratie : Michel Martelly, comme le prévoit la Constitution de 1987 amendée, quittera le palais national et reprendra, sans doute, comme il l'a annoncé, à plusieurs reprises, ses habitudes professionnelles : assommer les haïtiens, ses fans de chansons grivoises accompagnées de déhanchement des limbes. Mais Martelly sortira de son bureau du Palais national, défait, contrarié, contrit de n'avoir pu installer, à sa place Jovenel Moïse, un entrepreneur agricole, illustre inconnu, qui espère construire un capital politique à partir d'une exploitation de bananes dont on ignore les chiffres d'affaires, les origines des fonds d'investissement, les externalités négatives des usages des pesticides sur l'environnement, le fonctionnement du syndicalisme, ses rapports avec la fiscalité haïtienne…

Michel Martelly appartient déjà au passé. Il constitue désormais matière à réflexion pour historiens, politologues et autres analystes. On retiendra déjà que le régime politique qu'il a souhaité instaurer en Haïti est un régime conservateur qui n'est ni autoritaire, ni démocratique, mais un régime composé de pratiques néo-patrimoniales du duvaliérisme, et de la soumission aux Etats-Unis d'Amérique ; un régime prêt à vendre Haïti pour une bouchée de pain aux investisseurs du tourisme, aux écumeurs de ressources minières. On retiendra également que Michel Martelly n'a pu assurer à Haïti un président élu, dans des conditions acceptables. C'est un échec cuisant de son mandat au cours duquel il a eu une relation détestable, haineuse avec le suffrage universel direct dont il est pourtant un miraculé. Puisqu'il n'a tenu aucune consultation électorale, préférant recourir au mode de nomination vertical, un imperium, venu « d'en haut » confirmant le fait du prince et la domination du centre politique sur la périphérie. Son départ, le 7 février, ouvre la voie à la consolidation démocratique.

Comment distinguer la transition politique de la consolidation démocratique ? Nous proposons, à la lumière des principaux théoriciens de la « transitologie » dans le contexte actuel, le concept de consolidation démocratique. D'abord, le problème politique d'Haïti est le respect des règles du jeu politique, qui sont souvent bien définies, mais mal appliquées et qui aboutissent à une configuration partisane captive du vote des citoyens et maximisées par les positions abusives des groupes dominants.[i]Ensuite, l'hypothèse d'un changement de régime étant éloignée, il s'agit plutôt de la concrétisation, de l'incorporation des règles du jeu politique à une société exigeant la justice et la transparence du scrutin, dans un contexte de rupture et de transformations économiques et sociales. Le vote du citoyen doit être libre, dépouillé de toutes les procédures de sélection électorale par des cadres du Conseil Electoral, toujours en situation de concevoir de « nouvelles tactiques du jeu ».Enfin, la consolidation démocratique est un processus ; donc elle n'est pas un acquis, au réveil du matin, le 7 février. Elle exige une construction, et cette construction suppose la confrontation de divers groupes d'intérêts, des systèmes d'action, des secteurs différents qui agissent et interagissent avec leurs intérêts.

Mais ce qui est important, c'est de comprendre ce qui va se passer après le 7 février. Notre point de vue est loin de partager les analyses qui voient dans cette défaillance de Michel Martelly une catastrophe, un tremblement de terre, pour Haïti. Certes, elle induit des zones d'incertitude : on est inquiet parce que la transition démocratique est faite d'incertitude. Parce qu'on ne peut pas prévoir à l'avance les comportements des acteurs, qui sont divers, et défendent des intérêts divergents. Cette inquiétude, pathologie spontanée de camp de Martelly, se mesure au renforcement de l'interventionnisme d'ordre externe dans la crise haïtienne.

L'appel de Martelly à l'Organisation des Etats Américains, ne constitue pas en soi une nouveauté, il montre bien comment les élites locales sont promptes à torpiller les valeurs de l'intérêt national pour assurer le triomphe de leurs ambitions individuelles. On peut y voir dans cet appel à la diplomatie inefficace de l'OEA en Haïti, une recherche de conservation des privilèges, du pouvoir, forcé de reconnaitre l'affaiblissement de ses points d'appui face à la mobilisation anti-réactionnaire, incarnée par des flux importants de « malere », de déshérités, de chômeurs, de citoyens victimes de la violence sociale de la part de l'oligarchie rapace et prédatrice. Cet appel du régime « mickiste » aux acteurs internationaux cache également l'incapacité du pouvoir agonisant à intégrer les forces politiques et sociales qui ont conduit à son échec. Alors que l'OEA pas plus que les groupes externes (Core Group, ONU, MINUSTAH…) ne disposent de recettes efficaces pour réussir une transition démocratique. Au fait il n'y a pas de recette de transition démocratique. Il revient à chaque société de trouver les moyens pour atteindre « l'objectif démocratique ».

Haïti a connu des séquences aussi intenses, des crises politiques, des régimes de tous genres. En trente ans, Haïti a connu tant de coups d'Etat, de révolutions avortées ou captées par les élites, de renversements formatés de régime, de régimes transitoires, de double Exécutif (l'un légitime à l'extérieur, l'autre extra-légal en Haïti), de gouvernement sans Président de la République, de Premier ministre qui fait office de Président. Ce pays a résisté à toutes les hypothèses les plus pessimistes. Il étonne les diplomates qui échouent dans leurs efforts d'importer en Haïti les recettes qu'ils ont expérimentées ailleurs. Haïti reste spécifique sur le plan politique. Cela n'a rien d'un complexe d'infériorité.

Forts de ce constat, nous pensons au dilemme « possibiliste » d'Albert Hirschmann qui pense que « les conditions défavorables peuvent se muer en bénédictions déguisées où les actions peuvent avoir des conséquences inattendues ».[ii] Le départ de Michel Martelly est une occasion utile aux acteurs divers de concevoir des coalitions politiques viables, intégratrices qui montrent aux acteurs externes la maturité politique qui les habite.

Le Parlement n'a pas la morale nécessaire…

La multiplication de propositions, l'inflation de propositions n'est pas une mauvaise chose. C'est une possibilité de « prolonger la thèse de Michel Dobry [iii] et d'appréhender la transition comme une situation de fluidité politique », de « crise multisectorielle qui se caractérise au niveau « structurel par un trait central : le bouleversement des rapports habituellement en vigueur entre les différents groupes sociaux. »En 1986, en 1991, l'armée intervenait dans l'arène avec un projet de conservation du pouvoir au profit de la défense des intérêts américains et de l'oligarchie. Aujourd'hui, le Parlement, composé de « commissionnaires » mal élus, n'a pas l'autorité morale nécessaire pour imposer son agenda et une solution à lui seul au pays. Ses propositions qui se résument à une prime morale au président sortant, prévoient la mise entre parenthèse du poste de président de la République et donnent de larges pouvoirs au premier ministre. On peut y voir une application de l'idée de Martelly de ne confier le pouvoir qu'à un personnage issu des urnes. On y voit également une illustration

suite à la page(15)

Le G8 est-il prêt à gouverner?



Le G8 serait-il effectivement prêt à faire le sacrifice de Jésus en acceptant de porter cette « croix » qui s'appelle Haïti jusqu'au Golgotha d'une nouvelle controverse politique?

Par Robert Lodimus

*« Dans une société fondée sur le pouvoir de l'argent, dans une société où les masses laborieuses végètent dans la misère, tandis que quelques poignées de riches ne savent être que des parasites, il ne peut y avoir de « **liberté** » réelle et véritable. »*

(Lénine)

Dans le film *Le Samaritain* de David Weaver, sorti en 2012, interprété par Samuel L. Jackson, cette réflexion retient l'attention : « *Rien ne change, tant qu'on ne change rien*. » Beaucoup de philosophes ont prononcé des phrases célèbres sur le phénomène du changement. Marc Aurèle disait lui-même : « *La mort n'est peut-être qu'un changement de place*. » Cependant, la première citation s'ajuste mieux à l'engrenage idéologique qui entraîne la courroie de transmission des mouvements de lutte fondés sur la *justice sociale*, la *bonne gouvernance politique*, le *progrès économique individuel* et *collectif*… On y relève – *naturellement de manière sous-entendue* – trois substantifs impératifs, complémentaires et indissociables: *compétence*, *capacité* et *volonté*. Les thèses qui portent sur la *sociologie*, la *politicologie*, l'économologie, la *climatologie*, etc., accordent une place prépondérante au concept de « *changement* ».

Chez Aristote et d'autres philosophes, le *mouvement* et le *changement* développent une *relation de complémentarité*. C'est le *premier* qui engendre le *second*. Le mouvement joue un rôle de locomotion dans un contexte de *transformation civilisationnelle, matérielle* ou *métaphysique*. Le changement n'est autre que la phase de la « *finalité* », de l'aboutissement d'un processus… Les cycles de la *mobilité ascendante* ou *descendante* conditionnent l'évolution humaine, *sociétale*, *technologique* et *scientifique*. Les éléments de la nature changent pour le *bien* ou pour le *mal*. Le *mouvement* se produit également dans un *sens circulaire*. Dans ce cas, il ne mène nulle part. Ce phénomène est caractérisé par une absence d' « *intelligibilité créative* ». Les observateurs parlent donc de *statu quo*.

Dans le domaine pointilleux du savoir que nous effleurons, les grands penseurs attirent l'attention des intéressés sur un *concept théorique* qu'ils baptisent « *cause efficiente* ». C'est ce que nous appellerions les *facteurs externes générateurs et producteurs de changement*. C'est grâce au *génie*, au *savoir faire* du *cordonnier* que le *cuir*, en tant que matière première, se transforme finalement en chaussures de tous les styles, de toutes les grandeurs, de toutes les couleurs.

Un *système sociétal* disloqué est comme n'importe quel *engin électromécanique* tombé en panne. Défectueux. C'est à ce niveau que les grandes connaissances universitaires interviennent en vue de jouer efficacement leur rôle. Les compétences

suite à la page(16)

1915–2015 : Cent ans de régime d'occupation, d'ingérence impérialiste et de résistance populaire en Haïti !

Par Tontongi

1ère partie

Nous avons commémoré le 28 juillet 2015 le centième anniversaire de l'occupation étatsunienne d'Haïti. Cent ans que le pays est dominé, soit par l'impérialisme français ou étatsunien, soit par la terreur d'un tyran psychopathe.

Les manuels d'histoire et la propagande officielle des subséquents gouvernements haïtiens ont généralement fait valoir la thèse que ce sont les événement des journées du 27 et 28 juillet 1915 (l'attaque des masses pro-cacos contre le Palais national, le massacre des prisonniers politiques par le chef de la police Charles Oscar, la fuite de Vilbrun Guillaume Sam, son arrachement de la Légation française et son lynchage, etc.) qui ont *causé* l'intervention et l'occupation d'Haïti.

En fait, avant l'occupation étatsunienne, il y a eu l'intervention militaire de la France, qui envoie au Cap haïtien le 19 juin 1915 son croiseur de guerre, *Le Descartes,* pour soi-disant protéger les ressortissants français de la ville. Dans son livre *Constitution et luttes de pouvoir en Haïti,* Claude Moïse écrit : « *Une cinquantaine de fusiliers marins mettent pieds à terre et montent la garde autour du Consulat* [français] *et du Palais Épiscopal. La paix rétablie, les Français regagnent* Le Descartes *qui continue à stationner dans la rade jusqu'à ce que* The Washington *prenne la relève le 1er décembre... »*

Le but principal de l'intervention française et l'arrivée du bateau de guerre étatsunien *Georges Washington* à Port-au-Prince en ce moment précis, étaient d'abord de contenir, puis éliminer l'insurrection caco dont le chef, Rosalvo Bobo, rejette l'idée de toute intervention militaire étrangère en Haïti : « *L'insurrection déclenchée* [au Cap haïtien] *le 25 avril au nom de Rosalvo Bobo,* continue Moïse, *avait été précédée de la diffusion du manifeste dans lequel le chef révolutionnaire s'était déclaré hostile à toute convention ou arrangement qui livrerait nos douanes, nos finances, notre souveraineté aux Américains. (...) Le 5 mai, les insurgés sont déjà maîtres du Cap. (...) Le gouvernement y envoie ses troupes pour les déloger (...). Le gouvernement français à Port-au-Prince sollicite la protection de son gouvernement. »* (1)



Rosalvo Bobo



Le poète Massillon Coicou



Charlemagne Péralte le cacos

On peut donc y relever que l'intervention-occupation d'Haïti par les forces armées étasuniennes a eu pour effet immédiat sinon de stopper du moins neutraliser l'insurrection caco dont le chef Rosalvo Bobo était sur le point, après ses victoires au Cap haïtien, de prendre le pouvoir à Port-au-Prince, suite à la fuite de Vilbrun Guillaume Sam le 27 juillet. La répression des forces cacos qui a suivi l'invasion étatsunienne a été soutenue par les traditionnelles classes dirigeantes haïtiennes dont l'ennemi principal était l'agitation caco et les progressistes en général qui préconisaient un régime politique favorable au peuple et à la paysannerie en particulier.

Comme on le verra en février 2004, après le coup de force franco-étatsunien qui renverse Aristide du pouvoir, en 1915 la classe politique a fait le consensus sur l'acceptation de l'occupation en adoptant le projet de Convention manigancé par les États-Unis. Même Charlemagne Péralte, dont la rébellion prend naissance en 1918, soit trois ans après l'intervention, s'est dit disposé à accepter la Convention légalisant l'occupation, si elle n'amenait à sa suite l'humiliation nationale et la corvée. À vrai dire, dès 1915 (tout comme d'ailleurs en 2004) il y avait des patriotes conséquents et progressistes qui condamnaient l'occupation d'après une question de principe contre toute intervention impérialiste des nations dominantes dans les affaires des nations moins puissantes.

Comme on le verra aussi dans l'invasion-occupation étasunienne d'Irak en 2003 où Georges W. Bush a utilisé le prétexte des attentats terroristes du 11 septembre 2001 pour mettre en application un agenda pré-11-Septembre, les États-Unis avaient pris prétexte de la violence des journées du 27 et 28 juillet 1915 pour mettre en application un agenda pré-1915. En fait, en juillet 1914, soit un an avant l'occupation, Franklin Delano Roosevelt, alors sous-secrétaire des Forces navales étatsuniennes « *révèle,* dit Moïse, *que des instructions sont passées pour rassembler à la base de Guantanamo des contingents de marines prêts à intervenir en Haïti en vue de protéger les vies et propriétés américaines »*. (2)

Écrivant en 1922 au sujet de l'occupation étatsunienne et observant le degré de connivence entre les intérêts du Wall Street et ceux des faucons du cabinet ministériel et de l'armée des États-Unis, Frank P. Walsh a noté ceci dans le journal *The Nation* : « *Le Ministère des Affaires étrangères étatsunien se trouve à Wall Street. (...) Wall Street et l'état-major constituent une force permanente de gestion de nos affaires étrangères entre les mains desquels nos élus sont des marionnettes. »* Walsh a ajouté : *« En Juillet 1915, après avoir failli d'obtenir l'acceptation par Haïti d›un traité abdiquant sa souveraineté, les États-Unis y ont fait débarquer des marines, saisi la trésorerie, subjugué le pays, et procédé à l'administrer. »*

Pour Walsh, il n'y avait aucun doute que l'intervention « humanitaire » des États-Unis, supposément pour sauver des vies, fût un prétexte pour des objectifs plus sinistres : pour contrôler l'île entière. Walsh a comparé les comportements des États-Unis dans les territoires occupés d'Haïti et de la République dominicaine (de 1915 à 1934 et de 1916 à 1924) à ceux des Britanniques contre les patriotes irlandais en Irlande : « *La loi martiale a pendant six ans tenu ces petites républiques dans la servitude de fer. Les journalistes qui protestent, au nom de nos propres principes immortels, les crimes contre leur pays, ont été "jugés" par une cour martiale et jetés en prison dans les travaux forcés. Ces patriotes qui retraitaient dans les montagnes avec des armes inadéquates et essayaient de faire face aux forces impériales des États-Unis étaient impitoyablement exterminés. »* (3)

Quelques remarques d'ensemble sur l'occupation

L'occupation d'Haïti par les États-Unis, commencée en juillet 2015 pour prendre fin jusqu'en 1934, est l'une des plus monstrueuses et sanguinaires de l'histoire. Les forces d'occupation étatsuniennes agissent en Haïti de la même manière qu'elles se comportaient dans les Philippines au XIXe siècle, c'est-à-dire en semant la terreur et la répression tous azimuts.

Le président étatsunien à l'époque, Woodrow Wilson, envoie en Haïti des milliers de marines en provenance des États racistes du sud qui considèrent les Noirs comme inférieurs. Ils ont érigé en Haïti un système Apartheid à l'Afrique du sud avant la lettre.

Quand, en 2016, nous passons un regard rétrospectif sur l'événement historique du 28 juillet 1915, nous voyons la continuité d'une habitude, d'un réflexe, d'une velléité de domination de la part des États-Unis, qui maintiennent le même *modus operandi*, la même méthode de fonctionnement, le même mépris des droits des nations moins puissantes qu'en 1915, sur le modèle des autres empires qui les précédaient.

Tout d'abord, nous remarquons que l'occupation continue sous d'autres formes même quand les États-Uniens rapatrieront leurs forces militaires proprement dites. Elle continue sous la forme d'une relation néocoloniale tout au long du centenaire, jusqu'aujourd'hui encore où elle est camouflée sous la configuration de la MINUSTAH, c'est-à-dire, une force d'occupation militaire soi-disant placée sous l'auspice des Nations unies, mais qui est pratiquement contrôlée par les États-Unis, la France, l'Angleterre, le Canada et le Brésil.

Nous remarquons aussi la continuité de la complicité et de la coopération entre les États-Unis et la France pour contrôler et dominer Haïti tout au long du centenaire, et même avant. Oui, même avant, parce que la plus grande crise que le jeune État libre haïtien va rencontrer, soit la demande par la France en 1825 pour qu'Haïti paie une indemnité pour compenser les soi-disant biens que les anciens colons français auraient perdus à cause de la Révolution haïtienne, les États-Unis ont pris parti pour les Français.

Il faut remarquer également que même si la Doctrine Monroe était déjà en application depuis 1823, après que le président étatsunien, James Monroe, ait décrété que les États-Unis considéreraient comme une agression toute ingérence par les puissances européennes dans les Amérique, la France ne se gêne pas d'envoyer en Haïti, le 17 avril 1825, 14 navires de guerre sur la rade de Port-au-Prince pour demander l'acceptation de paiement de l'indemnité. Le président haïtien, Jean-Pierre Boyer, pouvait certainement refuser la demande, mais on comprend aussi pourquoi il ne voudrait pas donner à Charles X, le roi français régnant, le prétexte pour recommencer la guerre de reconquête dont la France continuait de menacer Haïti.

La Doctrine Monroe n'a pas empêché non plus l'humiliation d'Haïti par l'Allemagne qui envoie en Haïti le 6 décembre 1897 plusieurs navires de guerre pour demander au gouvernement haïtien d'accepter sans conditions le retour en Haïti de l'Haïtiano-Allemand Emile Leuders que l'État haïtien avait déporté en Allemagne. Dans l'ultimatum, l'Allemagne exige comme compensation supplémentaire 20.000 dollars de dédommagement et un salut militaire au drapeau allemand accompagné de 21 coups de canon. Bref, s'agissant de la domination d'Haïti par les grandes puissances européennes, la Doctrine Monroe a fait une exception.

La dernière configuration du régime d'occupation existant en Haïti-après l'épisode de l'occupation « amicale », « dan griyen », entreprise dans le cadre du retour d'Aristide en Haïti en 1994, puis l'occupation par moyens détournés inaugurée en février 2004 suite au renversement du deuxième gouvernement d'Aristide- , oui la dernière configuration de l'occupation, c'est-à-dire le dernier camouflage de domination néocoloniale que les États-Unis et la France, avec, malheureusement, le soutien d'autres puissances de l'ONU, ont mis sur pied en Haïti, c'est la création, après le tremblement de terre de 2010, de l'organisme bidon désigné sous le cigle CIRH (Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti).

Cet arrangement place l'ancien président des États-Unis, Bill Clinton, au poste de commande en Haïti, un homme qui a reconnu lui-même les dégâts que sa politique agricole avait causés à Haïti quand il était au pouvoir. C'est cet organisme (dominé par la soi-disant « communauté internationale », c'est-à-dire les États-Unis, la France, l'Angleterre, le Canada, plus le Brésil) qui va cuisiner, par la manipulation du système électoral et l'émotion des citoyens, la recette Martelly que nous dégustons encore aujourd'hui.

Comment répondre constructivement, en ce début 2016, au centenaire de l'occupation d'Haïti par les États-Unis ? Comme nous commémorons le centenaire de cet affront, nous avons observé une persistante pratique et une récurrence :

la continuité de l'occupation sous d'autres formes et la continuité de la collaboration franco-étatsunienne pour subvertir les intérêts haïtiens tout au cours de l'histoire d'Haïti ;

la récurrence de la communauté d'intérêts et de la coopération entre l'impérialisme ou néocolonialisme occidental, l'État corrompu haïtien et la bourgeoisie dominante haïtienne contre les intérêts des masses ;

l'accommodation par les États-Unis de la continuelle domination culturelle française en Haïti ;

En effet, même sous le régime d'occupation étatsunienne, le Concordat de 1860—l'accord entre l'État haïtien et le Vatican qui a concédé à l'ordre catholique français, les Frères de l'Instruction Chrétienne, le monopole de l'éducation en Haïti—, continue à être honoré et exécuté.

La soupe Martelly

Pour plusieurs raisons les élections législatives et présidentielles de 2010–2011 étaient loin d'être légitimes. Certaines d'entre elles étant : 1) le fait qu'une part importante de l'électorat haïtien (en particulier le parti Lavalas de Jean-Bertrand Aristide et les représentants de la gauche socialiste) en était exclue ; 2) beaucoup des *déplacés,* victimes du tremblement de terre du 12 janvier 2010, ne pouvaient logistiquement pas voter et ne comptaient donc pas ; 3) à la fois le principe, les modalités et les moyens mis à profit pour l'organisation des élections ont été décidés, contrôlés et

suite à la page(15)

A Summary of the Class Struggle and History Behind Haiti's 2016 Electoral Crisis

by Kim Ives

Extrapolating on an observation made by his teacher Hegel, Karl Marx once famously remarked that history repeats itself "the first time as tragedy, the second time as farce."

This maxim comes to mind when examining the class dynamics surrounding the final days of President Michel Martelly's regime in Haiti today. They are similar to those of 30 years ago, when the dictatorship of Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier was unraveling.

To compare the Haiti of 1986 to that of 2016, one must understand the nation's underlying class make-up.

A Quick History

After Haiti's birth in 1804, two ruling classes emerged. The first was a comprador bourgeoisie, whose capital was invested and reproduced in the importation of foreign manufactured goods and the export of Haiti's agricultural products, chiefly sugar, coffee, and cacao. The other ruling group was the big landowners, or grandons, who owned, leased, or controlled Haiti's farmland. In a semi-feudal arrangement, sharecroppers, known as dè mwatye (two halves), tithed a large portion of their cash crops to the grandons.

Haiti's turbulent coup d'état-scarred history reflects the struggle between these two rival ruling groups for state power, and hence economic advantage.

In 1915, U.S. Marines began a two decade military occupation until 1934, during which time they favored, for both racist and economic reasons, the largely (but far from completely) lighter-skinned comprador bourgeoisie.

The reaction to the brutal, bloody, racist U.S. regime was the emergence in 1946 of *grandon*-leaning President Dumarsais Estimé, whom Gen. Paul Magloire ousted in a 1950 coup on behalf of Haiti's bourgeoisie. Magloire's corrupt regime gave rise to the election in 1957 of Dr. François "Papa Doc" Duvalier, who had been Estimé's Health and Labor Minister and was a champion of the *grandons.*

To resist the political pressure and counter-attack of the bourgeoisie and Washington (which tolerated but was not comfortable with his regime), Duvalier formed an infamously repressive and arbitrary paramilitary corps known as the Volunteers for National Security (VSN), or, informally, the Tonton Macoutes (Uncle Sack). Duvalier's vicious corps killed tens of thousands of Haitians, often under the banner of "fighting Communism" and its spread from neighboring Cuba.

Papa Doc died in 1971, passing on his title of "President for Life" to his son, Jean-Claude. But Baby Doc had attended elite schools with the children of Haiti's bourgeoisie, so his regime became something of a hybrid. Half of it was dominated by generals and strongmen from Papa Doc's clique, known as the "dinosaurs," while the other half was made up of bourgeois "technocrats," either friends from school or reformers suggested by Washington. The "technocrats" favored foreign investment and capitalist development, which made more inroads into Haiti after Papa Doc's death. In 1980, Jean-Claude married a bourgeois princess, Michele Bennett, whose father imported cars and exported coffee.

Under Jean-Claude, Michele Bennett became the symbol of the bourgeoisie's influence, while his mother and Papa Doc's widow, Simone Ovide Duvalier, represented the Macoute sector.

Repressive, corrupt, and bipolar, Baby Doc's regime finally fell in 1986 due to a popular uprising but also a change in U.S. policy to begin replacing its revolution-provoking tin-horn dictators with "technocrats" and pro-neoliberal politicians elected with Washington's financial backing and political support.



Jean-Claude Duvalier with his mother Simone Ovide Duvalier, who represented the "dinosaur" faction in his government

Neo-Duvalierism Returns with Martelly

Fast forward 25 years to 2011. Washington illegally shoehorns into power President Michel Martelly, overruling Haiti's sovereign Provisional Electoral Council (CEP) with pressure from the Organization of American States (OAS) and then U.S. Secretary of State Hillary Clinton.

For 20 years, Haiti's political scene had been dominated by the alternating presidencies of former liberation theologian priest Jean-Bertrand Aristide and his erstwhile ally, enlightened bourgeois agronomist/baker René Préval. Their governments had been undermined, hobbled, and bowed by two U.S.-backed coups d'état in 1991 and 2004, and two ensuing foreign military occupations.

The mass movement which first brought Aristide to power in a 1990 election had a democratic, anti-Duvalierist, anti-imperialist agenda. Martelly's Washington-assisted rise was the return of a neo-Duvalierist regime, with a "Macoute" wing and a bourgeois wing, and in post-earthquake Haiti, it aimed to snuff out the weakened but persevering popular movement.

Over the previous three decades, Haiti's traditional semi-feudal agricultural-export economy had been largely destroyed. Although still importing motor vehicles, refrigerators, computers, and perfume, Haiti's comprador bourgeoisie had moved mostly into building, owning, and managing assembly factories producing electronics and clothing for the U.S. market.

The *dè mwatye* peasant agriculture that once supported the *grandons* had largely been crushed by the neo-liberal dumping of foreign products – particularly rice – from the U.S. and the neighboring Dominican Republic. The changing *grandon* class, with its recent Macoute past, increasingly turned to illicit trades like drug-trafficking, kidnapping, land theft, and the black-market for its livelihood and gravitated towards careers in the police and Martelly-resurrected Haitian army, which had been demobilized by Aristide in 1994.

Representing the bourgeoisie under Martelly was his Prime Minister and longtime business partner Laurent Lamothe, who was trained in business at schools in Florida and had become a rich, successful telecommunications magnate.

Representing the Duvalierist wing were Martelly's wife, Sophia St. Rémy, whose father and brother were drug traffickers, along with the children of many prominent officials from the Duvalierist era like Constantin Mayard-Paul, Claude Raymond, Mme. Max Adolphe, and Adrien Raymond. Even Baby Doc's son, Nicolas, had a job in the Martelly government, as did some of Jean-Claude's former ambassadors like Daniel Supplice and Dr. Pierre Pompée.

Also periodically part of Martelly's government was the flamboyant pundit Stanley Lucas, the scion of an infamous peasant-massacring Jean Rabel *grandon*



Jean-Claude Duvalier with his wife, Michele Bennett Duvalier, who symbolized the bourgeois faction during his rule

family, who, as an agent of Washington's International Republican Institute (IRI), had a prominent role in the lead-up to the 2004 coup against President Aristide.

In its composition and program, the Martelly/Lamothe government was a virtual photocopy of Jean-Claude's regime, using the same economic cornerstones of tourism and sweatshops. It even resurrected the same slogan that the Jean-Claudistes had coined: "Haiti is open for business."

But just like Baby Doc's, Martelly's regime was marked by outrageous excess, infighting, dysfunction, corruption, and repression, leading to a mass rebellion which almost drove it from power in late 2014. To save his presidency, Martelly sacrificed his Prime Minister, Lamothe, who would have been the presumptive presidential candidate of Martelly's Haitian Bald-Headed Party (PHTK) in 2015. (Constitutionally, Haitian presidents are limited to two non-consecutive terms).

For his PHTK successor, Martelly turned to an unknown provincial businessman, Jovenel "Neg Banann" Moïse, who had developed, with a $6 million government subsidy, a tax-free agro-industry "Agritrans," exporting bananas mainly to Europe.

With an export-oriented agribusiness built on the dispossession of small peasants, Jovenel Moïse represents what Haitians call the "Macouto-bourgeois" alliance that characterized the regimes of Martelly and Baby Doc.

Many also speculate that the state lands now leased to Agritrans would eventually be turned over to foreign mining interests to continue their now-stalled exploration and environmentally-destructive mining for gold in Haiti's northern mountains.

The children of Haiti's comprador bourgeoisie and *grandons,* as well as other privileged petit-bourgeois strata, usually go to school and college overseas in Europe, the U.S., or Canada. There, they often become doctors, lawyers, engineers, or some other professionals, taking their place in Haiti's *classe moyenne*, or middle class.

With the degeneration of the Haitian economy, scores of the *classe moyenne* have flocked to politics to get a piece of the state, which has become Haiti's most viable "industry" in recent years.

continued on p(14)

Explosive New Report Reveals Deeper Fraud and Dismay in Martelly's Elections



According to a new survey, only 16.2% of respondents and 19.5% of registered voters cast ballots on Oct. 25, 2015, like these poll-goers in Cité Soleil

by Kim Ives

A new report by Brazil's Igarapé Institute, to be released on Feb. 3, reveals that less than 20% of Haiti's electorate, a new record low, participated in the Oct. 25, 2015 parliamentary and presidential election, not 26% as claimed by Haiti's discredited and now collapsing Provisional Electoral Council (CEP).

Furthermore, less than 3% of potential voters had planned to take part in the now indefinitely postponed Jan. 24 elections' third round, mostly due to dismay with election fraud and corruption, the report says.

Nonetheless, about 75% of respondents said they "would vote if they were confident the elections were free and fair," the report found.

Entitled "*Assessing Haiti's Electoral Legitimacy Crisis – Results of a 2016 Survey,*" the report is based on a national survey of 1,766 Haitian adults conducted between Jan. 17-22, 2016. The report was written by Athena R. Kolbe and Robert Muggah, who co-authored an important 2006 *Lancet* study on human rights abuses during the de facto government of Prime Minister Gérard Latortue after Haiti's 2004 coup d'état.

In November, the Igarapé

continued on p(19)

Haiti's Fraudulent Presidential Frontrunner Seizes Land for His Own Banana Republic



The frontrunner in Haiti's rigged election grabbed this land from peasant farmers to grow bananas for export

by Joshua Steckley and Beverly Bell

This report is based on extensive interviews, on-site and via phone, with more than 20 government officials, economic development professionals, peasant farmers, and community organizers, between July 2015 and January 2016. We reached out to Agritrans for comment, but they did not respond.

The only man who was running in Haiti's now-postponed presidential election run-offs on Jan. 24, 2016, Jovenel Moïse, dispossessed as many as 800 peasants – who were legally farming – and destroyed houses and crops two years ago, say leaders of farmers' associations in the Trou-du-Nord area. Farmers remain homeless and out of work. The land grabbed by the

continued on p(18)

LA GUERRE ET LA DESTRUCTION SOCIALE EN AMÉRIQUE !

Par André Damon

Alors que la crise de l'eau à Flint, dans le Michigan, continue à faire les gros titres à échelle nationales aux États-Unis, les scientifiques et les responsables de l'environnement ont révélé un des sales secrets de la vie américaine : l'empoisonnement de l'eau potable avec des produits chimiques toxiques n'est pas unique à Flint, mais a lieu dans tout le pays.

Des comtés en Louisiane et au Texas, ainsi que les villes de Baltimore, au Maryland ; Pittsburgh, en Pennsylvanie ; Washington DC et Boston, au Massachusetts, ont tous signalé qu'un nombre important d'enfants ont été exposés à des niveaux élevés de plomb, en grande partie par l'eau du robinet.

Cette semaine, le responsable de la réglementation environnementale dans l'état de l'Ohio, a déclaré que les réglementations nationales de l'eau « ne fonctionnent pas », affirmant qu'elles sous-estiment considérablement l'ampleur réelle de l'empoisonnement au plomb dans les villes américaines. Comme le chercheur de Virginia Tech Marc Edwards l'a dit : « En raison du dépistage truqué, Flint respecte les critères alors même que les gardes nationaux [envoyés pour faire face à cette crise, ndt] patrouillent dans la rue. »

Beaucoup de conduites d'eau aux États-Unis ont plus de 100 ans, et un grand nombre de villes ont encore l'intégralité de leurs canalisations en plomb.

Les raisons ne sont pas difficiles à trouver. Selon le Congressional Budget Office (Bureau du budget du Congrès), l'investissement de capitaux publics dans le réseau d'eau, déjà sous-financé depuis des décennies, a été réduit de 23 pour cent depuis son pic en 2003.

L'année 2003 est importante car elle coïncide avec le début de l'invasion illégale de l'Irak par le gouvernement Bush. La « guerre contre le terrorisme » a entraîné une vaste expansion de l'armée en même temps que des coupes continuelles dans le financement de tout ce qui n'est pas directement lié à l'accumulation de richesses par l'aristocratie financière.

La réponse de l'establishment politique à l'empoisonnement de dizaines de milliers de personnes à Flint et potentiellement de millions d'autres à travers les États-Unis a été caractérisée par l'indifférence. Les responsables politiques, du gouverneur du Michigan Rick Snyder aux responsables locaux du Parti démocrate et au gouvernement Obama, font grise mine, font semblant de s'en occuper ou cherchent à rejeter la faute, tout en ne faisant rien pour régler le problème.

Aucun homme politique n'a réagi à la catastrophe en demandant ce qui est clairement nécessaire : l'attribution immédiate de la somme relativement modeste de 273 milliards de dollars nécessaire selon l'Agence de protection de l'environnement pour remplacer tous les tuyaux de plomb municipaux aux États-Unis. Ceci équivaut à la dépense annuelle de l'armée de terre américaine, qui n'est qu'une des quatre branches de l'armée américaine. Il n'y a tout simplement « pas d'argent » pour qu'une telle proposition soit considérée, encore moins approuvée.

Alors que les politiciens passent au peigne fin toute allocation des ressources pour les dépenses sociales, des sommes inimaginables sont mises à la disposition de l'armée, sans hésitation. Combien de gens savent que l'armée américaine débourse plus de mille milliards de dollars au bénéfice de l'entrepreneur de la défense Lockheed Martin pour financer son projet F-35 qui part à la dérive ? Ou qu'elle dépense encore mille milliards de dollars pour « moderniser » son arsenal nucléaire en faisant des bombes atomiques plus petites et plus maniables ?



Les États-Unis dépensent plus pour leur armée, comme Obama s'en est vanté dans son plus récent discours sur l'état de l'Union, que les huit pays suivants combinés. Pourtant, on en exige toujours plus.

Le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) a récemment évalué la politique dite du pivot vers l'Asie du ministère de la Défense, dont le matériel militaire a été soit acheté neuf soit délocalisé dans le Pacifique occidental pour contrer la montée économique et militaire de la Chine. Il est frappant que le rapport du CSIS ait attribué une note d'échec à l'armée américaine. Il a appelé à l'expansion et au développement de tous les aspects de la capacité de l'armée américaine dans le Pacifique pour maintenir sa supériorité en cas de guerre avec la Chine.

Depuis le début des années 1990, l'armée américaine a opéré sur la base d'une doctrine stratégique selon laquelle elle ne permettra l'existence d'aucune autre puissance capable de contester son autorité militaire, même au niveau régional. Cela signifie que les États-Unis doivent être en mesure de déployer une telle force militaire écrasante capable de vaincre une autre puissance majeure, telle la Chine, dans une guerre conventionnelle, loin des frontières des États-Unis.

C'est la garantie que la société américaine sera saignée à blanc dans une folle tentative de maintenir sa domination militaire, qui ne peut se terminer que par une catastrophe pour la population des États-Unis et du monde entier.

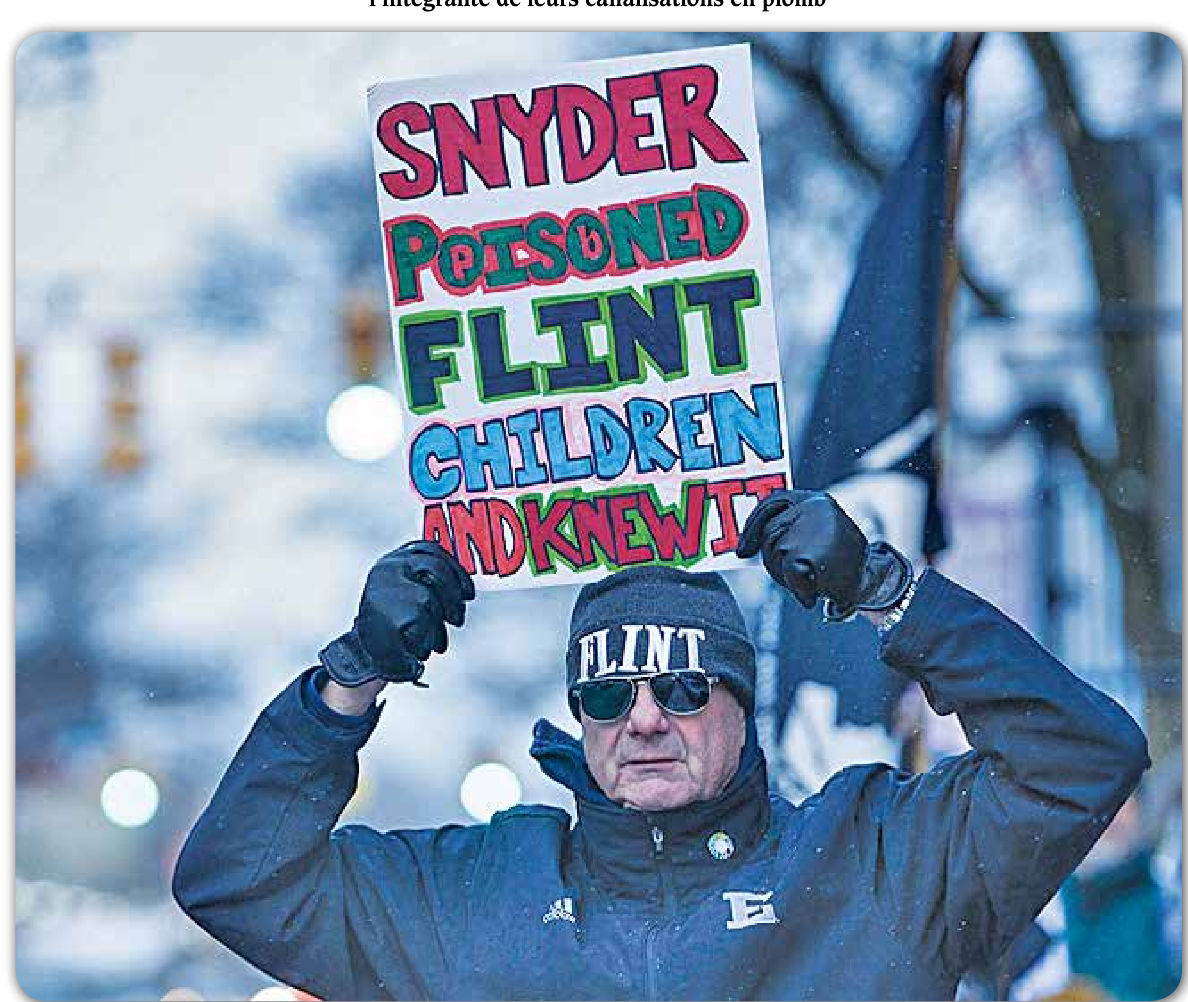
Bien sûr, il serait simpliste de dire que la guerre est la seule cause des problèmes sociaux des États-Unis. L'élément le plus évident de la vie aux États-Unis continue d'être le gouffre immense entre les riches et les pauvres. Toutefois, la marche vers la guerre a une racine commune avec ce gouffre.

En réponse au déclin à long terme de la position mondiale du capitalisme américain, la classe dirigeante américaine a répondu d'une part par la promotion d'une vague de spéculation financière, des fusions et acquisitions, des réductions de salaires, et le transfert de la richesse sociale de la grande majorité de la population vers ses propres poches. D'autre part, elle a eu recours à sa puissance militaire prédominante pour contrer par la force les conséquences de son déclin économique.

Dans les priorités folles et socialement destructrices de la classe dirigeante américaine, on voit sous une forme concentrée le lien inextricable entre la guerre et le capitalisme, et en même temps le lien inextricable entre la lutte pour tous les droits sociaux de la classe ouvrière et la lutte contre l'impérialisme.



Beaucoup de conduites d'eau aux États-Unis ont plus de 100 ans, et un grand nombre de villes ont encore l'intégralité de leurs canalisations en plomb



Wsws 28 janvier 2016

CONFIEZ LA PRÉPARATION DE VOS IMPÔTS (INCOME TAX) À CES ÉTABLISSEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ

J&M ACCOUNTING SERVICE
Jean R. St. Jour, CB
2916 Clarendon Road
(between Nostrand & E. 29th St.)
Brooklyn, NY 11226
718-284-0733

S&S Income Tax
Sony Sauveur
8400 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
718-676-2755
718-496-4960
www.mizikfm.com

EXCELLENCE INCOME TAX
Wilner & Frezier Frezin
12809 West Dixie Hwy
Miami, FL 33161
305-892-5053
786-419-0755
786-892-5058 fax

IDOLE TAX SERVICES
Jude Désir
1773 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-282-2574
718-612-8833 cell

Kenny Accounting & Income Tax Service
Kenny & Gladys
1805 Flatbush Avenue
(between Ave. J &K)
Brooklyn, NY 11210
718-252-4311

MULTIPLE SERVICE SOLUTIONS
Fritz Cherubin
1374 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
718-421-6787

RAPID TAX SERVICES & IMMIGRATION
Chantale Lemorin
13049 West Dixie Hwy
Miami, FL 33161
305-895-3288 off
786-306-3767 cell

COLIMON EXPRESS SERVICES
Roland Colimon
30 NE 54th Street
Miami, FL 33137
305-754-0232
colimonexpress@att.net

Esteve Enterprises
Income Tax
Free gift with your tax preparation.
8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
718-251-1889
718-207-6059 cell

Elie Accounting & Tax Corp.
9822 NE 2nd Ave., 2nd Flr,
#3 Miami Shores, FL
33138
305-758-2008
305-762-2757 cell
elietaxservices@yahoo.com

Q&S Tax Consultant Services
Maître Serge
1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E 26)
Brooklyn, NY 11210
718.421.6030

DENASSE INCOME TAX
Lebrens Denasse
674 Rogers Ave.
(corner Clarkson)
Brooklyn, NY 11225
646.725.3327 cell

BON BAGAY TAX SPECIALIST
Pierre L. Michel
1229 Flatbush Avenue
(between Newkirk & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226
718.484.0865
347.432.0639

Le Roseau Income Tax & Printing
Nana Joseph, Manager
7770 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33138
305.759.8259
305.759.8245 fax

Dieuveille Accounting & Tax Services
Wilmen Dieuveille
8226 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33138
305-757-7131

H&R BLOCK®
1424 FLATBUSH AVENUE
(CORNER OF FARRAGUT ROAD)
BROOKLYN, NY 11210
718.576.6601

INDIVIDUAL • BUSINESS • REFUND ANTICIPATION CHECK (RAC)
NO ONE GETS YOU MORE THAN H&R BLOCK. GUARANTEED.



Our tax professionals understand the complexities of the tax code and guarantee you get every credit and deduction you deserve. We'll get you the largest refund you're entitled to or your tax preparation is free.* And, if we make an error on your return, we'll pay any resulting penalties and interest. WE'VE GOT YOU COVERED.

"H&R Block offered the easiest access to tax advisers and, in my nonprofessional opinion, the best advice."
– New York Times, February 2015

* If you discover an H&R Block error on your return that entitles you to a larger refund (or smaller tax liability), we'll refund the tax prep fee for that return and file an amended return at no additional charge. Refund claims must be made during the calendar year in which the return was prepared.

Frantz Boisson, EA
Licensed: US Treasury Dept.
TAX & ACCOUNTING
Individual, Self-employed, Corporate, Cabbies, Aliens, Business Set-up, Proposals
IRS REPRESENTATION
Audits, Back taxes, Warrants, Levies, Appeals
3415 Avenue I
(near Flatbush Ave.)
Brooklyn, NY
718-462-2085

SIMMS TAX SERVICES
Tax Preparation
Electronic Filing
1478 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
718.859.5800
simmstax@hotmail.com

C & C Tax and Consulting Services LLC
Serving the community since 1985
Nous parlons français
785 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
347.915.0795

Enol Tax Multi Service
Fastest Refund
Notary • Immigration
6235 NE 2nd Ave.
Miami, FL 33138
786.923.6137
ejmix81@yahoo.fr

A-Z TAX SERVICES
Jerry Gilbert, Tax Preparer
1814 Nostrand Ave.
Brooklyn, NY 11226
718.676.0599

EXPERT INCOME TAX PREPARATION
Jean F. Joseph
Global Multi-Services
1776 Nostrand Avenue
(between Glenwood & Avenue D)
Brooklyn, NY 11226
718.282.8986
347.261.4703 cell

SOLUTION Management Group
TAX • MORTGAGE & REAL ESTATE
1112 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11226
718.462.4200

CARIBBEAN TAX & Multi Service Solutions
Renald Fils-Aimé, MSM
12406 W. Dixie Hwy
North Miami, FL 33161
305.981.8410
786.556.1945 cell

César Accounting & Tax Services
Leon César
2063 Nostrand Ave.
(bet. Farragut & Glenwood)
Brooklyn, NY 11210
347.533.9900

MCP TAX SERVICES
Marc Pointdujour
4219 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203
347.659.7331
gomcp@aol.com

GENÈVE 3 : vers la paix en Syrie, sans l'opposition armée

Par Thierry Meyssan

Les négociations de Genève 3 pour la paix en Syrie viennent de s'ouvrir après que l'opposition pro-Saoudienne se soit finalement pliée aux exhortations du département d'État US d'y participer. Pourtant, observe Thierry Meyssan, alors que Washington et Moscou espéraient en décembre une paix rapide et adoptaient la résolution 2254, les États-Unis ont désormais la conviction que les leaders sélectionnés par Riyad sont incapables d'exercer le pouvoir.



Genève 3 apparait désormais non plus comme une initiative de l'Onu, mais comme un arrangement états-uno-russe.

Les négociations prévues par le Conseil de sécurité des Nations unies pour résoudre le conflit syrien devraient commencer à Genève aujourd'hui, 1er février 2016, avec une semaine de retard. Contrairement à ce qu'espéraient les néoconservateurs et les faucons libéraux au début de la guerre, il ne s'agira pas d'acter la capitulation de la République arabe syrienne et de la remplacer par un « Organe de transition » dominé par les Frères musulmans, mais de négocier un cessez-le-feu, puis d'organiser la rédaction d'une nouvelle constitution et d'élections ouvertes à tous.

Les Nations unies discréditées

Premièrement, le principe même des négociations sous patronage de l'Onu a été mis en cause dès la publication d'informations sur le rôle secret — depuis 2005— du secrétaire général adjoint, Jeffrey Feltman, et de son expert, l'universitaire allemand Volker Perthes [1]. Il apparaît en effet que les Nations unies ne sont pas une partie neutre, mais participent au conflit. Ce sont les Nations unies qui ont organisé la Commission Mehlis et le Tribunal spécial pour le Liban, chargés d'accuser, de juger et de condamner les présidents Émile Lahoud et Bachar el-Assad pour l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri. Ce sont les Nations unies qui ont rémunéré de faux témoins, créé un Tribunal sans le faire approuver ni par le Gouvernement, ni par le Parlement libanais, puis refusé de rendre leur rapport sur la reconstitution de l'assassinat. Ce sont à nouveau les Nations unies qui ont rédigé, en juillet 2012, le plan Perthes-Feltman de capitulation totale et inconditionnelle de la République arabe syrienne, puis fait traîner les négociations dans l'espoir d'une indiscutable victoire des jihadistes.

Le fait que la Russie et les États-Unis aient choisi de ne pas divulguer le plan Perthes-Feltman, mais qu'ils n'aient pas réussi pour autant à contenir l'action belliqueuse du secrétariat général des Nations unies, a d'une part sauvé l'institution onusienne d'une crise existentielle, mais lui a aussi fait perdre toute crédibilité, au moins dans le dossier syrien.

De facto, les opposants à la République arabe syrienne savent que les organisateurs onusiens sont désormais pour eux des alliés inutiles car sous pression de la Russie et des États-Unis. À l'inverse, la délégation syrienne se garde toujours la possibilité de refuser un accord qui lui serait imposé au motif des actions secrètes préalables des organisateurs onusiens.

C'est pourquoi, Genève 3 apparait désormais non plus comme une initiative de l'Onu, mais comme un arrangement états-uno-russe.

Les nouveaux leaders de l'opposition se sont marginalisés

Deuxièmement, les États-Unis, qui souhaitaient jusqu'ici soit détruire la République arabe syrienne, soit au minimum lui imposer un compromis, n'y ont plus intérêt. Comme l'avait analysé la Rand Corporation, il y a un an déjà, tout autre gouvernement que l'actuel serait pire aussi bien pour Moscou que pour Washington.

En effet, au début de la guerre, l'opposition était représentée par des intellectuels que la CIA avait corrompus au cours des années précédentes et par les Frères musulmans qui travaillaient pour Langley depuis au moins 1953. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les intellectuels, qui avaient la capacité de gouverner, ont dû laisser la place à des chefs de guerre recrutés et financés par l'Arabie saoudite. Or, le royaume saoudien est un régime tribal qui n'accepte que les liens de suzeraineté-vassalité tribaux. Il a donc choisi ces chefs de guerre en fonction de leur appartenance ou de leur origine tribale. Au bout de plusieurs années, même ceux qui proviennent de familles urbaines ont retrouvé des comportements tribaux. Ce faisant, ils ne peuvent plus représenter que les nomades du désert syro-saoudien. Quant aux Frères musulmans, ils ne sont pas parvenus à garder le pouvoir en Tunisie et en Égypte. Par conséquent, ils ne sont plus considérés par Washington comme aptes à gouverner un pays.

La nomination à Riyad d'un président et d'un porte-parole du Comité des négociations, choisis parmi les anciens ministres baasistes n'est pas parvenue à masquer la réalité des chefs de guerre.

C'est d'ailleurs une leçon de cette guerre : l'alliance contre-nature des Occidentaux avec les Séoud est arrivée dans une impasse. Ce qui était tolérable pour les Séoud chez eux, ne l'est pas à l'étranger. L'expansion du wahhabisme pose aujourd'hui problème aux Européens sur leur sol, celui du tribalisme au Proche-Orient serait une catastrophe pour tous, car il signifierait une « somalisation » de la région. C'était certes l'objectif des Straussiens, mais ce n'est plus celui du président Obama. On ne soulignera jamais assez l'incompatibilité des États modernes avec les sociétés tribales, ce qui a d'ailleurs conduit tous les États modernes à sédentariser leur population.

Damas peut-il parvenir à la réconciliation sans Genève 3 ?

Troisièmement, la République arabe syrienne qui était contrainte à négocier en 2012 pour survivre, ne l'est plus aujourd'hui. Partout sur le terrain, sauf au Nord-Est, l'Armée arabe syrienne reconquiert le territoire qu'elle avait perdu. Elle ne se rend à Genève que parce qu'elle est convaincue de la nécessité de se réconcilier avec les 10 % de sa population qui ont soutenu les Frères musulmans.

Considérant l'absence de délégation de l'opposition toute la semaine dernière, Damas s'est à nouveau interrogé sur ses autres options. Il n'a pas eu besoin des Grandes puissances pour conclure localement des accords de réconciliation et pourrait probablement y parvenir aussi au plan national si l'opposition admettait renoncer à « renverser le régime ».

En conclusion, les négociations de Genève ne peuvent qu'aboutir à l'intégration de factions de l'opposition au sein d'un gouvernement d'union nationale. Or, ceci reste impossible compte tenu des positions des sponsors de cette opposition (Arabie saoudite, Turquie et Qatar). Dans leur format actuel, rien ne peut donc sortir de ces soliloques.

À retenir :

- L'équipe des négociateurs des Nations unies (Jeffrey Feltman, Staffan De Mistura et Volker Perthes) a perdu son apparence de neutralité depuis la révélation de son engagement secret contre la République arabe syrienne.

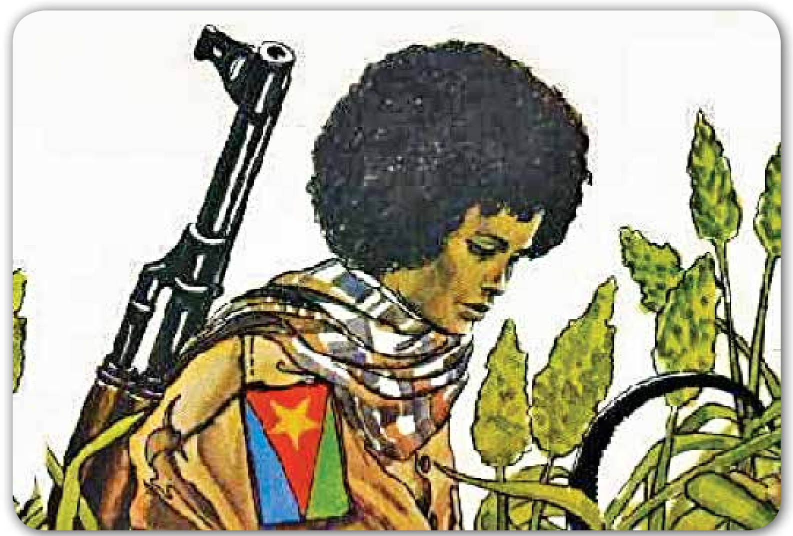
- L'opposition sponsorisée par l'Arabie saoudite, malgré deux figures de façade, est désormais uniquement composée de chefs de guerre issus des tribus syro-saoudiennes, ce qui l'empêche de prétendre représenter l'ensemble des Syriens.

- La Syrie n'a plus besoin des Grandes puissances pour parvenir à la réconciliation nationale

[1] « L'Allemagne et l'Onu contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie) , Réseau Voltaire, 28 janvier 2016.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 1er février 2016

Le Cuba de l'Afrique



Par Thomas C. Mountain

Le Cuba de l'Afrique ? J'ai entendu pour la première fois cette expression dans la bouche du grand journaliste André Vltchek et cela m'a d'emblée évoqué ce petit pays d'Afrique de l'Est auquel il faisait référence.

Les similitudes sont frappantes. Cuba et l'Erythrée sont deux pays relativement petits, indépendants, socialistes et révolutionnaires. Tous deux souffrent des sanctions imposées par les USA et ont été vicieusement accusés de soutenir le terrorisme par les agents de la Pax Americana.

Cuba et l'Erythrée ont été durement touchés par les changements climatiques secondaires à l'industrialisation débridée du monde occidental qui a entraîné de plus en plus d'ouragans à Cuba et des sècheresses exceptionnelles en Erythrée située à l'extrémité est de la bande sahélienne.

Ces deux pays font beaucoup depuis longtemps pour la santé et l'éducation de leurs populations avec Cuba dont le système de santé publique fait l'admiration de tous et l'Erythrée qui travaille efficacement à la prévention de la malaria et du sida (HIV-Aids) en Afrique.

Cuba et l'Erythrée sont les seuls sur leur continent à rejeter les exigences de démocratie à l'occidentale que l'on veut imposer à leur peuple. Cuba est le seul pays du continent américain et L'Erythrée le seul du continent africain à na pas vouloir organiser d'élections.

Mais ce qui les rassemble le plus est la manière dont les gouvernements ont accédé au pouvoir par la lutte armée, à la force du canon. Ce qui les place parmi la poignée de pays qui sont parvenus à véritablement libérer leur peuple au cours du 20° siècle.

Beaucoup ont essayé mais peu y sont parvenus. Les premiers furent les vainqueurs de la guerre civile Russe avec l'avènement de l'Union Soviétique, puis la révolution chinoise entreprise par la longue marche populaire de Mao Tse Tung, ensuite le Vietnam inspiré par la Chine sous la direction de Ho Chi Minn. Enfin la révolution cubaine menée par Fidel Castro dans une version abrégée de révolution populaire.

La dernière bataille victorieuse pour accéder à la libération nationale au cours du 20° siècle a été emportée par le peuple Erythréen au terme d'une guerre d'indépendance de trente ans. Aujourd'hui, Cuba et l'Erythrée sont face à d'énormes défis militaires et économiques. Les sanctions directement inspirées par les USA et leurs complices handicapent leurs économies et éprouvent leurs populations.

Un autre aspect important est que ces pays sont gouvernés par des leaders âgés et s'efforcent d'amener au pouvoir une nouvelle génération de dirigeants qui devraient garder leur pays sur la voie du développement de manière telle, comme dit le président érythréen, que l'on en arrive à « une Erythrée riche sans richissimes érythréens »

Cuba a été libéré depuis plus d'un demi-siècle et l'Erythrée célèbre le 23° anniversaire de son indépendance. La Pax Americana voit ainsi son rôle de super puissance de plus en plus contesté par les modèles que constituent Cuba et l'Erythrée aux yeux du reste du monde qui voit de plus en plus ce super pouvoir comme un « tigre de papier ».

Pour la survie de notre planète et particulièrement face aux défis climatiques qu'elle doit affronter, des changements révolutionnaires radicaux s'imposent. Il est peut-être temps d'analyser les politiques de ces deux petits pays et de comprendre ce qu'ils ont à nous enseigner face aux innombrables menaces planétaires qui nous attendent.

Thomas C. Mountain, éducateur et révolutionnaire activiste vivant et travaillant en Erythrée depuis 2006 Traduit de l'anglais par le Collectif Investig'action.

Investig'Action - Journal de l'Afrique 1er février 2016

Position du Collectif Insulaire (CI) par rapport à la crise haïtienne

La situation que vit actuellement la nation haïtienne remonte aux différentes périodes de pillage, d'exploitation, de colonisation, d'interventions militaires yankees, de dictatures criminelles et de gouvernements corrompus auxquelles elle a été soumise.

La domination des différents pays et gouvernements impérialistes sur Haïti, l'intervention militaire de la MINUSTAH, la présence permanente de l'OEA, de l'ONU, de désastreuses personnalités comme Bill Clinton et d'organisations opportunistes qui vivent du drame haïtien, accélèrent l'instabilité institutionnelle sur la terre de Dessalines et de Louverture.

L'absence d'institutions fortes, le caractère défaitiste de la bourgeoisie haïtienne et l'absence de directions ouvrières, paysannes, juvéniles, populaires de gauche constituent une partie de cette réalité. Tous ces facteurs interagissent de sorte que Haïti vive dans une crise politique récurrente dont profitent les secteurs du pouvoir pour justifier la nécessité de maintenir des troupes militaires étrangères et des appareils politiques impérialistes occupant le territoire haïtien comme si c'était leur propriété. Ils développent l'idéologie que «Haïti est un État failli» et qu'en tant que nation elle est ingouvernable, ce pour justifier le contrôle de son territoire et des institutions politiques et sociales.

Tout au contraire, le CI estime que Haïti ne pourra atteindre la moindre stabilité politique sans le départ des troupes militaires de la MINUSTAH et sans que l'OEA, l'ONU, la Banque mondiale, le FMI et d'autres cessent de se mêler des affaires d'Haïti. Entre-temps, ce sont les gouvernements et les pays impérialistes qui financent, contrôlent et supervisent les différents processus électoraux pour installer à différents niveaux des pouvoirs de l'État des marionnettes qui se mettent inconditionnellement à leur service.

Le Collectif Insulaire estime que la première chose que doivent atteindre les travailleurs, les secteurs populaires et progressistes en Haïti c'est de «construire une nation haïtienne socialement juste, économiquement libre et politiquement indépendante» ainsi que l'énonce le préambule de leur Constitution. Ceci est une condition indispensable pour qu'Haïti se consacre à un processus d'institutionnalisation et de progrès.

Par conséquent, nous nous tenons aux côtés des secteurs opposés à toute forme de sortie salomonienne à la crise actuelle, du genre «gouvernement intérimaire».

Nous nous opposons à une continuité de Martelly au sein du gouvernement, à la présence de la MINUSTAH en Haïti, à l'intervention de l'OEA, de l'ONU, de Bill Clinton et des différents gouvernements des États-Unis et de l'Union européenne. Ainsi qu'aux représentants de la CELAC qui ont peu ou même rien à voir en Haïti, en particulier la République dominicaine.

De même nous nous opposons à la tenue d' "élections", tandis que Haïti est un pays militarisé par la présence de des troupes étrangères et que les nations et gouvernements impérialistes financent le processus électoral à titre de moyen de contrôle politique et social. Par conséquent, nous mettons notre confiance dans les travailleurs, les paysans, les secteurs populaires, la jeunesse étudiante, les groupes et personnalités progressistes d'Haïti, seuls capable de prendre en main la force de mobilisation démontrée par les masses haïtiennes, de conduire le processus actuel de lutte sur le chemin de l'indépendance nationale et de la souveraineté, et de construire leur propre gouvernement politique. Nous les appelons à ne pas se laisser berner par les «chants des sirènes». Ces secteurs doivent se mettre d'accord de façon à tout faire pour le bien du peuple haïtien.

En tant que Collectif insulaire nous faisons appel aux organisations et personnalités qui, de la République dominicaine, expriment leur solidarité envers le peuple haïtien, lèvent le drapeau de la lutte pour la défense des travailleurs du sucre, des Dominicains d'origine haïtienne, des immigrants haïtiens, des gens condamnés à l'apatridie, afin qu'elles exigent du gouvernement dominicain de ne pas se mêler des affaires d'Haïti, d'arrêter les expulsions à l'encontre des immigrés en République dominicaine et la répression militaire aux différents points de passage frontaliers.

Pour le Collectif insulaire,
Hugo Cedeño

Pas de libération conditionnelle pour emmanuel "toto constant

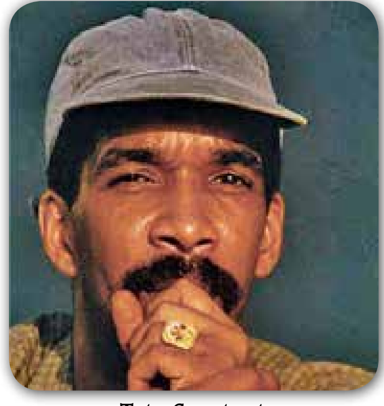
Chers amis,

Cette semaine, CJA [Center For Justice & Accountability] et le Centre pour les Droits Constitutionnels (CCR) ont déposé un plaidoyer pressant le Conseil d'État de New York de Libération Conditionnelle d'examiner les preuves relatives à sa longue histoire liée aux crimes contre les droits humains afin de considérer s'il faut accorder ou non une libération anticipée à Emmanuel "Toto" Constant.

«En Haïti, le nom Emmanuel Constant est synonyme de la terreur", a déclaré Scott Gilmore, l'avocat du staff de CJA.

En Juillet 2008, un tribunal de l'État de N.Y. a condamné Constant à 37 ans de réclusion pour son rôle dans une fraude hypothécaire criminelle. Mais comme des données probantes de CJA le montrent, Constant n'est pas un fraudeur ordinaire. Constant a dirigé le groupe paramilitaire des escadrons de la mort connu sous le nom de FRAPH qui a brutalement réprimé les opposants politiques au régime militaire en Haïti. Sous le commandement de Constant, le FRAPH a orchestré une campagne systématique de viols et d'autres formes de torture, d'incendies criminels, ainsi que des exécutions contre les résidents des communautés les plus pauvres en Haïti.

Constant a fui aux États-Unis en 1994, quand un tribunal haïtien a émis un mandat d'arrêt contre lui pour assassinats et tortures. De 1996 jusqu'à son arrestation par les autorités de l'Etat de N.Y. pour fraude hypothécaire en 2006, Constant a joui d'une vie confortable comme courtier en prêts hypothécaires dans le quartier de Queens à NY.


Toto Constant

En Octobre 2006, CJA et CCR ont gagné une poursuite civile contre Constant au Tribunal du District Sud de New York au nom de trois courageuses femmes qui ont enduré torture et violence sexuelle de la part du FRAPH sous le commandement de Constant. Nos clients ont gagné un jugement contre Constant qui leur a rapporté 19 millions de dollars. Le juge Abraham Gerges de la Cour Suprême de Justice de New York a fait état de cet horrible dossier de violations des droits humains lorsqu'il a condamné Constant pour fraude en Octobre 2008.

Maintenant, après avoir purgé seulement sept ans de sa peine, Constant doit comparaître pour son audience initiale de libération conditionnelle en Février 2016. Si le Conseil approuve sa libération conditionnelle, il deviendra éligible pour cette libération, le 30 Juin 2016.

Constant devrait payer sa dette à la population de New York. Avec le système de justice d'Haïti en crise, sa condamnation pour fraude peut être la seule sanction à laquelle il fera face.

Cordialement,
C. Dixon Osburn
Directeur exécutif

Post-scriptum. CJA est financé à 100% par des dons privés provenant de donateurs comme vous. S'il vous plaît envisager de faire un don à CJA aujourd'hui.

Ndlr. Les dons par courrier postal peuvent être envoyés à :
Center for Justice and Accountability
One Hallidie Plaza, Suite 406
San Francisco, CA 94102
Pour contact par téléphone, veuillez appeler Lisa Cohen au (310) 395-2544. Son adresse email :
lisa@lisacohen.org

suite de la page (5)

l'affrontement puisqu'il va se «tenir devant eux». Ce sont en réalité ses propres **bouffées** de violence qui lui montent du haut du corps jusqu'au visage, et il faudrait même paraphraser en disant : du bas de ses instincts meurtriers jusque dans sa tête d'abruti, et qu'il projette sur autrui.

Bonne nouvelle ! Laissez-moi vous en faire part. Avec tant de **bouffées** de délire, d'élucubrations et de divagations lui montant à la tête, Ti Gi *tètkale*, l'admirateur de Reagan, de Pinochet, peut-être du Führer Hitler, affirme sans broncher, *san bouch li pa tranble* : «je suis un révolutionnaire» *(sic)*. Ti Manno aurait chanté : «*Kenbe do m mezanmi. W a kenbe do m, w a soutni do m, w a kembe do m, papa kenbe do mwen*».

Bien sûr, la ménopause est affaire féminine. Mais, pour les besoins de ce texte j'ai fait subir à Guy Philippe une métamorphose hormono-biologico-physiologico-politique. Avec toutes ces **bouffées de chaleur** vindicatives, ces **bouffées** de pouvoir fou, d'autoritarisme duvaliéro-macoute, de manifestations neuropsychiques allant de la nervosité et de l'irritabilité jusqu'au vertige de désirs homicides, manifestées par l'avorton Ti Gi, le docteur Fanfan vous a bien ficelé un cas exceptionnel, unique, de «ménopause masculine» à figurer dans les annales de la médecine et à servir aux générations futures.

Suite de la page (3) Haïti, chronique...

le patron de ce parti a essuyé un cuisant échec face au sénateur Jocelerme Privert. Du coup, le Président Martelly qui comptait sur cet ami pour lui garantir une prolongation de son mandat jusqu'au 14 mai, voit son rêve se transformer en cauchemar. Le Président s'est retrouvé à négocier avec le sénateur Privert, certes un modéré, mais sans quasiment le soutien de son ami, le Conseiller Youri, qui a pris tout le monde de court en déclarant que la Constitution est claire sur ce point : le Président Martelly doit partir le 7 février, point final. Certains, en entendant cette déclaration de Youri Latortue, ont cru entendre Moïse Jean-Charles, le plus farouche opposant du Président de la République. Il fallait que le sénateur de l'Artibonite reprenne à plusieurs reprises cette déclaration dans les médias du pays pour qu'ils comprennent qu'une fois de plus Michel Martelly a été trahi et lâché par le patron du parti Ayiti An Aksyon (AAA).

Or, c'est la présidence de la République qui a mis tous les moyens à la disposition de ce parti satellite du Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK) durant tout le processus électoral. Les candidats de AAA ont tous bénéficié des privilèges du pouvoir. Quant à Youri lui-même, durant tout le mandat de Martelly, il a été l'homme fort et de lige du pouvoir dans l'Artibonite. Il nomme et révoque au nom du pouvoir. Et ceci pas seulement dans le département. Même à Port-au-Prince, celui qui se présente aujourd'hui comme un ex-Conseiller avait de l'influence. Dans certains ministères, ses hommes et femmes sont légions. En retour, rien pour le Président. Cette attitude nous rappelle le régime de l'ex-Président Jean-Bertrand Aristide entre 2001 et 2004. Le Président s'était entouré des grands manitous qui n'avaient rien à voir avec son parti et sa famille politique. Aux moments les plus critiques en 2003 où le Palais avait besoin d'eux, il n'y avait plus personne.

Seuls les moins influents répondaient à l'appel ; mais il était trop tard. Et surtout, ils n'avaient aucun moyen politique ou financier de pouvoir sauver le régime. Avant même le départ en exil du chef de l'Etat, le navire était vidé. Tous les rats de ville avaient déjà pris leur distance vis-à-vis du pouvoir Lavalas. Des leçons à tirer par les futurs dirigeants de ce pays qui se battent pour atteindre le graal. C'est exactement le même cas de figure pour le capitaine Martelly. A quelques heures de la fin de son mandat, il est seul sur son bateau. Il suffit d'écouter les émissions radiophoniques du pays pour comprendre la réalité des pouvoirs en Haïti où l'absence de vraies formations politiques ancrées sur une idéologie, une philosophie et des principes forts crée des légions d'opportunistes, ne s'intéressant qu'aux profits immédiats et personnels. Malgré les difficultés du pouvoir comme au temps d'Aristide, aucune grande figure du régime finissant de Martelly ne monte au créneau pour le défendre. Même dans des émissions comme celles de Marvel Dandin sur radio Kiskeya, ou de « Ramase » de Jean Monard Métellus sur radio Caraïbes.

A part deux courageux, Renald Lubérice et Richard Doré, qui ne sont même pas des amis de Martelly, puisqu'ils sont de la diaspora haïtienne de France, qui se font massacrer chaque jour ou chaque samedi par une cohorte d'opposants prenant un malin plaisir à les passer à la moulinette parce qu'ils sont tout naturellement fidèles à leur engagement auprès du pouvoir contre pratiquement l'avis de tous leurs amis de France, d'Haïti et d'ailleurs. Personne d'autre pour venir, au moins, leur porter secours et les seconder. Comme pour les régimes précédents, l'on n'entend jamais les grands pontes du PHTK ou du pouvoir Tèt Kale quelque part. Or les occasions ne manquent pas. Les directeurs d'opinion cherchent désespérément des gens capables de venir porter l'estocade aux contestataires du pouvoir.

Fin de règne difficile donc pour Michel Martelly qui, ironie de l'histoire, était arrivé à la tête du pouvoir par des élections contestées et la violence exercée par une partie de la population du pays. Il quittera le pouvoir sur fond de contestations continues suite à des élections contestées. Bis Repetita ! Jamais dans un pays l'histoire politique n'a été si constante.

Pour corroborer ce chapitre, face à des difficultés du régime de trouver un compromis avec l'opposition, le Président de la République s'est retrouvé dans l'obligation de faire appel une fois de plus à l'Organisation des Etats Américains (OEA) comme il y a cinq ans. Fraudes électorales, manifestations, destructions massives des biens, contestations non stop de l'opposition et refus des outsider de prendre part au second tour de la présidentielle, le scénario ressemble à s'y méprendre à ce que le pays a vécu cinq années auparavant en faveur du fils adoptif de la Communauté internationale. A une exception près, il y a cinq ans, le pouvoir était totalement abandonné et isolé par les « amis » d'Haïti ne souhaitant pas voir un protégé du pouvoir succéder au Président sortant. Le Core Groupe avait imposé son véto et une solution inédite s'agissant du retrait pur et simple du candidat du pouvoir, en l'occurrence Jude Célestin. Le hasard a voulu que cette fois-ci encore, la crise naisse de ce même impétrant dénommé Jude Célestin par qui la crise s'est aggravée en refusant d'accepter le sort que le Conseil Electoral a voulu lui réserver.

Avec, naturellement, une différence de taille. Cinq années plus tard, la Communauté internationale, jusqu'à preuve du contraire, soutient mordicus le régime et veut coûte que coûte que le processus aille à son terme avec les deux candidats placés en tête par un CEP croupion, décrié, corrompu aux ordres du pouvoir et de la Communauté internationale. Non seulement le Core Groupe accepte le verdict des urnes proposé par le Conseil Electoral Provisoire suite à des scrutins on ne peut plus critiquables et inacceptables, mais ces « amis » d'Haïti ne veulent plus de gouvernement de transition, option proposée par l'opposition afin de remplacer le Président Michel Martelly le jour de son départ par la petite porte le 7 février 2016. Face à des propositions diamétralement opposées les unes par rapport aux autres, l'OEA est donc arrivée dans la capitale haïtienne le dimanche 31 janvier à la rescousse d'un pouvoir moribond et aux abois tout en faisant face à une opposition remontée à bloc contre sa présence dans les affaires internes haïtiennes.

A trois jours du départ programmé du Président, personne ne sait comment le 7 février sera fait. Avant même l'arrivée des envoyés spéciaux de l'OEA, l'opposition a annoncé la couleur. Elle ne rencontrera pas ces ambassadeurs qu'elle croit être au service d'une organisation régionale totalement partisane et travaillant en faveur du pouvoir sortant. En effet, pendant les quatre années passées à la tête du pouvoir Exécutif sans organiser la moindre élection malgré les demandes réitérées des uns et des autres, aucune organisation internationale ou régionale n'a émis la moindre critique et n'a jamais rappelé au Président ses prérogatives en matière électorale. Quatre ans à tergiverser et à tourner dans tous les sens, le pouvoir s'est enlisé avec une série de CEP que personne n'a jamais pris au sérieux. Finalement, après la débâcle de ce dernier CEP et avec six démissions sur neuf, entre autre son Président, il ne reste plus aucun espoir de pouvoir ressusciter l'institution.

Du coup, malgré une dernière tentative du Président Martelly pour relancer le processus en demandant par courrier aux différents Secteurs organisés de combler les postes laissés vacants par les démissionnaires, la tentative s'est révélée vaine. Puisque tous ont souhaité que la situation soit plus claire avant de désigner qui que ce soit. Plus grave encore, avec seulement trois Conseillères encore en poste, il est évident pour tout le monde que l'organisme électoral ne peut plus être réactivé sous sa forme actuelle. Les trois jusqu'aux boutistes féminins qui s'accrochent à leurs privilèges : Lourdes Edith Joseph, Marie Carmel Paul Austin et Carline Viergelin restent en place, juste pour tenter un baroud d'honneur et jouer, elles aussi, à leur petite provocation. Sinon l'on ne comprend pas leur résistance ni leur acharnement à s'accrocher à une branche qui ne tient qu'à un fil d'araignée, n'attendant qu'une goutte de pluie pour s'effondrer. En fin de compte, l'on s'approche plus que jamais vers ce que l'opposition plurielle a toujours souhaité et réclamé : un gouvernement de transition.

Sans la mise en place de la seule option que brandissent les G8, G30, Fanmi Lavalas et les autres, on peut craindre que le Core Groupe aura du pain sur la planche afin de contenir la colère de ceux qui ont déjà tout obtenu dans cette crise. Sauf pour le moment, ce seul trophée.

C.C

Suite de la page (3) Lettre ouverte….

position de nos représentants, nous ne la comprenons pas et voulons le faire savoir.

Signataires :

1. Françoise Ponticq Dokdan (France),
2. Cécile Mazaleyrat (France),
3. David Millet (France),
4. Julie Tipret (France),
5. Cécile Bérut (France),
6. Jor is Willems (Belgique),
7. Louise Perrichon (France),
8. Younes Karroum (France),
9. Damien Berrendorf (Belgique),
10. Andrée Gilbert (Canada),
11. Josée Gauthier (Canada),
12. Silvio Distilo (Italie),
13. Alfredo Lo Cicero (Italie),
14. Emily Bauman (Canada),
15. Emily Prior (Angleterre),
16. Zoe Vangelder (France-Etats Unis),
17. Egido Sanz (Espagne)
18. Ilse Roels (Belgique),
19. Hélène Mauduit (France),
20. Elizabeth Sipple (Etats Unis),
21. Alexandra Marty-Chevreuil(-France),
22. Jef Swerts (Belgique)
23. Martine Haentiens (Belgique)
24. Dirk Wils (Belgique)
25. Pieter Thys (Belgique)
26. Alfons Klomberg (Pays-Bas)
27. Jessica Hsu (Etats-Unis)
28. Ted Oswald (Etats-Unis)

La présente est signée par un collectif de ressortissants étrangers vivant en

Haïti, composé entre autres de :

29. Katherine Oswald (Etats-Unis)
30. Vincent Trabaud (France),
31. Carolyn Garcia (France),
32. Dirk Vermeyen (Belgique),
33. Car ine Laroche (Belgique),
34. Laurent Collinet-Brdys (France),
35. Yamina Issad (France),
36. Damien Delalaye (France),
37. Marie Meudec (France)
38. Marine Desmousseaux (France),
39. Geneviève Fucks (Belgique,
40. Philippe Becoulet (France),
41. Laure Perichon (France),
42. Steven Picard (France),
43. Catherine Barriere (France),
44. Sophie Pierre (France)
45. Linda Tremblay (Canada)
46. Margot Petit-Pierre (France)
47. Carine Schermann (France)
48. Janet Brubacher (Canada)
49. Clémentine Blondon (France)
50. Emma Bourcier (France)
51. Ellie Happel (Etats-Unis)
52. Kurt Hildebrand (Etats-Unis)
53. Florian Delerue (France)

Et de 7 autres ressortissants étrangers, qui soutiennent cette lettre ouverte, mais préfèrent rester anonymes.

Suite de la page (9)



President Michel Martelly, flanked by Prime Minister Laurent Lamothe, who represented the bourgeois current in his government, and his wife, Sophia St. Rémy, who represented the Macoute current

The Struggle Ahead

Through the electoral fraud he engineered in the Oct. 25 first round of Haiti's presidential race, Martelly sought to install Jovenel, who was to go to a second-round with a leading 33% of the vote (although a Brazilian exit poll suggests he placed fourth with just 6% of the vote). That second round, last scheduled for Jan. 24 after two postponements, was suspended indefinitely on Jan. 22, and the five of the nine CEP members, including President Opont Pierre-Louis, have resigned.

Although there were 54 presidential candidates, there are only three heavyweights in the opposition to Jovenel and Martelly, and two of them are "Lavalas."

The first Lavalas candidate is Dr. Maryse Narcisse of former Pres. Jean-Bertrand Aristide's Lavalas Family party (FL), who supposedly placed fourth with 7% of the vote. Then there is the breakaway Dessalines Children platform (PD) of former Sen. Moïse Jean-Charles, who supposedly placed third with 14% of the vote.

The third heavyweight is supposed second-place finisher (with 25%) Jude Célestin of the Alternative League for Haitian Progress and Empowerment (LAPEH), which is affiliated (albeit informally) with Préval's platforms Vérité and Inite, under whose banner Célestin ran in 2010.

Both Washington and Martelly wanted to marginalize the two Lavalas currents and keep them out of any run-off. Although their leaderships adopt moderate positions, their popular bases remain very mobilized and dangerously radical.

Therefore, Washington favors a monolithic two-party system in Haiti (like that in the U.S.), which would establish an alternance between "acceptable" players, parameters of debate, and political programs. The Republican analogue

Suite de la page (7)

d'une posture conservatrice qui considère que l'exercice du pouvoir par un président non élu comporte un risque d'instabilité politique. Ce serait également d'un point de vue du conservatisme politique, donner raison à Martelly qui a toujours eu une aversion incontrôlée contre les formes d'action collective. Les manifestants sont des « casseurs », des voyous, soudoyés pour s'en prendre aux « honnêtes citoyens. »Or, la thèse de l'inanité de l'action collective, soutenue par la droite « mickiste » est alors démentie.

Ce serait un échec d'adhérer à la proposition du Parlement. Le défi d'une consolidation démocratique est réalisable si les groupes associés aux négociations engagent une dynamique de propositions, parce que le jeu politique n'est pas fermé. Et la transition démocratique réussira si le système politique haïtien fait preuve d'intégration.

Ces groupes poursuivent des stratégies conflictuelles. D'abord, des préférences logiques pour la construction de la démocratie émergent. Certains sont favorables à la démocratie ; mais une démocratie procédurale et imparfaite qui néglige le respect des règles justes et transparentes. Ils souhaitaient une élection avec un candidat. A ce titre, Jovenel Moïse a montré qu'il est un conservateur, un politicien haïtien, peu respectueux des valeurs de légitimité, de souveraineté populaire. Pour lui, le pouvoir, rien que le pouvoir !

D'autres ont construit une image d'un nouvel héroïsme national pour avoir bravé avec panache les pressions internationales : Jude Célestin. Ces acteurs sont favorables à une démocratie souveraine où la puissance de l'électeur s'exprime dans toute sa plénitude. Cette consolidation démocratique a l'avantage de montrer qu'un parti-pris revigore la démocratie : ces acteurs, par leurs comportements et leurs discours tendent à anticiper l'autoritarisme. Enfin, la consolidation démocratique ne peut réussir que si elle s'accompagne de la construction de coalitions politiques capables d'assurer la gouvernabilité d'Haïti.

Haïti s'engage dans un nouveau pari. On ne peut se fier aux déclarations de Michel Martelly qui espère s'accrocher au pouvoir, par un jeu de saillance, un coup politique qui a pour objectif de resectoriser le jeu ; c'est-à-dire de mobiliser ses partisans, ses tuteurs internationaux, ses maitres locaux, pour un équilibrage des forces, à son départ, dimanche prochain.

Notes

[i] Une abondante littérature est produite sur ce thème. En Haïti, un colloque sur les « transitions démocratiques » dont les actes ont été publiés, sous la direction de Laennec Hubon, 1996, Paris, Editions Syros/ La découverte.

[ii] Voir Hirschman (A.), "Models of reform mongering" in Journeys toward Progress, Garden City, Doubleday, 1965

[iii] Dobry Michel, Sociologie des crises politiques, Paris : presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1996,349p.

Jacques NESI

would be the PHTK, while the Democratic surrogate would come from the current Préval constellation: LAPEH, Vérité, or Inite.

Not surprisingly, Lamothe, singer Wyclef Jean, and a large sectors of Haiti's ruling elite have thrown their support behind Célestin, who could be expected to give the U.S. the same grudging but faithful collaboration that Préval did.

Célestin and seven of the other leading presidential runners-up (except the FL) are in a "Group of Eight" (G8), whose unity is more formal than real. While the masses in giant demonstrations demand the elections' annulment and Martelly's arrest, the G8 and FL do not. They insist instead on an "independent evaluation commission" to review the Oct. 25 results, each of the heavyweight candidates asserting that they won the election in the first round. Whatever results any evaluation commission finds, it will surely explode the opposition's tenuous unity.

Meanwhile, the masses continue to vent their anger and frustration at Martelly and the dismal elections he has finally delivered after four years of delay.

Senate and Natinal Assembly President Jocelerme Privert has proposed a complicated transition predicated on the Martelly's Feb. 7 departure and the new Parliament staying, although many new lawmakers' elections are also hotly contested. The G8 proposes a transition where fraudulently elected lawmakers would be selectively "ejected."

The missing element in this revolutionary cocktail, at the present moment, is a vanguard, revolutionary party or front to lead and champion the masses' increasingly radical demands. Currents like the Dessalines Coordination (KOD), the Democratic Popular Movement (MODEP), and others have been talking but have not yet forged an operational unity.

However, if history is any guide, Haiti's political crisis and revolutionary potential promises to continue for several months at least. The window after Baby Doc's fall in 1986 lasted for four years, until the popular movement carried out a political revolution on Dec. 16, 1990 with Aristide's first election.

Many veterans and students of the struggles of the 1980s and 1990s now realize that a deeper social revolution – changing Haiti's property relations, above all concerning land – is necessary for any progressive or revolutionary government to survive.

Furthermore, the ruling class is either divided on or unsure of how to go forward and maintain power, offering a unique opportunity for Haiti's uprising.

All these factors offer hope that the anti-imperialist movement among peasants, workers, and the urban unemployed that began with Duvalier's ouster 30 years ago can finally make some headway after its many setbacks.

Suite de la page (8)

macrogérés par les États-Unis et la France, en parfait accord avec les autres grandes puissances du Conseil de sécurité de l'ONU, qui reconnaissent à ceux-ci leur prétendu droit de suzerains en Haïti. L'agence de presse *Al Jazeera* a révélé récemment que l'Agence américaine pour le développement (USAID) a financé plusieurs partis politiques haïtiens durant l'élection présidentielle de 2011, y compris un don de 100.000 US dollars au parti de Michel Martelly, Mouvement Tèt Kale (MTK). (4)

La manœuvre électorale qui a produit le gouvernement de Michel Martelly a montré à la fois la perfidie des « protecteurs » d'Haïti et leurs alliés locaux, et la faiblesse du camp populaire. Une faiblesse fort compréhensible il est vrai, étant donné les coups répétés contre les conquêtes démocratiques du peuple ces dernières vingt-cinq années.

À la veille du tremblement de terre du 12 janvier 2010, le gouvernement de René Préval penchait inexorablement vers l'autoritarisme, réprimant les manifestants contre la faim, refusant catégoriquement la rentrée d'Aristide en Haïti, disqualifiant le parti Lafanmi Lavalas dans les scrutins parlementaires fixés au 28 février 2010 (reportés pour le 28 novembre 2010). Après le tremblement de terre, le gouvernement, par l'entremise du CEP dont les membres sont choisis avec une loupe de loyauté, fera tout pour empêcher la représentation proprement dite du Parti Lavalas. C'est ainsi que des élections, celles de novembre 2010-janvier 2011, qui devaient légitimer la nouvelle donne « démocratique » en Haïti, ont exclu le parti le plus populaire à l'époque en Haïti.

Dans ces conditions, il n'était nullement surprenant d'apprendre des efforts illégaux de pomper le vote pour Jude Célestin, le candidat sacré à la dernière heure du pouvoir, à l'encontre du candidat jusqu'ici soutenu, Jacques Édouard Alexis.

Comme on se le rappelle, le jour du premier tour du scrutin, au vu des multiples actes frauduleux dans certains bureaux de vote, 12 des 19 candidats à la présidence dénoncent le déroulement du scrutin et demandent l'annulation des élections. Composé des principaux candidats- moins Jude Célestin-, ce front de candidats était assez robuste pour imposer la révision de la régularisation du scrutin ou pour le renvoyer à une date ultérieure. Mais, seulement le lendemain certains de ces candidats, dont Michel Martelly, décident de rompre le rang, plusieurs d'entre eux se déclarant gagnants, l'air triomphant.

Cette manœuvre maladroite permettra aux Étatsuniens de *cuisiner* leur propre recette pour une crise dont ils deviennent de plus en plus le garant. Se prévalant d'un illusoire mouvement de masse, c'est-à-dire préfabriqué par un battage médiatique *state of the art,* nouvelle vague, et surtout par une propulsion de fonds du Département d'État étatsunien- via l'agence fédérale USAID- au parti de Martelly, celui-ci l'a éventuellement emporté sur ses rivaux, y compris Mme Mirlande Manigat, la grande sacrifiée de la compétition.

Ainsi, l'impensable s'est-il imposé à l'entendement haïtien, un musicien à la *gouyad* dévergondée est devenu président de la petite république rebelle, la gouvernant à coups de carnavals et de « paroles en l'air », tout en appliquant, à petits pas systématiques et gestes symboliques à l'improviste, la réhabilitation totale du duvaliérisme.

Légitimes ou pas, les élections étaient pour les États-Unis une mise en scène propice à leur objectif d'« une transition post-séisme victorieuse » en Haïti, c'est-à-dire sans complication, sans surprise et sans questionnement du rôle principal impérial qu'ils jouent dans la tragédie haïtienne.

De plus, suite à l'alliance démoniaque que la classe politique haïtienne a ci-devant faite avec l'interventionnisme néo-impérialiste de George W. Bush et de Jacques Chirac pour renverser Jean-Bertrand Aristide au moment même où la nation célébrait le bicentenaire de l'héroïque indépendance de 1804, le pays est mis sous la tutelle étrangère, quadrillé par à la fois les résolutions *restavèkiennes* du Conseil de sécurité, la voracité des classes possédantes, le revanchisme des duvaliéristes soudainement amnésiques et l'opportunisme des petit-bourgeois des classes moyennes, beaucoup d'entre eux d'anciens Lavalassiens.

L'intervention franco-étatsunienne a causé des torts considérables à Haïti, aggravant une dégradation continuelle que le tremblement de terre viendra empirer. L'héritage désolant du gouvernement de René Préval, pourtant bénéficiaire du soutien initial du peuple, s'est ajouté aux déceptions.

La politique haïtienne pré-séisme a été imprévisible pour les États-Unis à bien des égards, même après leur intervention en 2004 pour maintenir la politique haïtienne sous contrôle. En effet, les paris sur Marc Bazin en 1990, sur Gérard Latortue en 2004, et sur Charles Henry Baker en 2006 ayant été un désastre, les États-Unis, désormais, feront en sorte qu'ils aient un homme sûr aux affaires en Haïti. L'échec des tentatives du gouvernement sortant de René Préval pour manœuvrer l'élection de Jude Célestin a eu pour résultat de faire rebattre les cartes dans un sens qui rend toute option possible. C'est pourquoi, presque tous les candidats restants après la défaite de la recette Alexis se déclareront gagnants du scrutin.

C'est dire que la remise du jeu occasionnée par le tremblement de terre a aussi favorisé la mise à profit du terrain propice à l'exercice du pouvoir étatsunien. C'est dans cette optique qu'on doit comprendre le choix de Michel Martelly par les États-Unis— mais aussi par la France, l'Angleterre, le Canada, le Brésil— comme président en corrompant et pressurant le Conseil électoral provisoire (CEP).

Il y a bien sûr toujours une voie alternative contre ces états de fait, y compris l'action collective révolutionnaire, comme le témoigne la continuelle mobilisation d'une grande partie des masses haïtiennes à Port-au-Prince et en provinces, soit pour dénoncer la vie chère, soit pour demander la démission de Martelly ou la révision des élections législatives et présidentielles frauduleuses d'août et de décembre 2015.

La crise permanente d'Haïti

Haïti, tout au cours de son histoire, a connu toute une lignée de fous *non-asilés* comme chef d'État, des dirigeants despotiques, certains à caractère carrément psychopathe, comme par exemple François Papa Dòk Duvalier, qui tue des familles entières, dont des membres de sa propre famille, et qui se fout bien si le pays se détériore dans l'enveloppement continuel ; ou encore, avant lui, plus d'une moitié de siècle plus tôt, Nord Alexis, conspirateur vindicatif qui, pour prendre le pouvoir, consolider son régime et réprimer l'opposition d'Anténor Firmin, a signé des traités draconiens secrets avec les États-Unis dont l'effet combiné est d'aider ceux-ci à contrôler Haïti et consolider leur émergeant empire selon les directives hégémoniques de la Doctrine Monroe.

Ni Alexis, ni Duvalier (père et fils en cela), n'ont la moindre notion du respect de l'intégrité de la personne humaine ou de l'éthique du service civique ou simplement de la décence. Certaines des tactiques de Papa Dòk—comme par exemples la mise à mort des membres d'une même famille et le recours à des effets symboliques comme l'exécution publique de Louis Drouin et de Marcel Numa devant le mur d'entrée principal du cimetière de Port-au-Prince le 12 novembre 1964—, ont leur précédence directement du gouvernement de Nord Alexis : capturés par les sbires d'Alexis, le poète Massillon Coicou, ses frères, Horace et Pierre-Louis, et plus d'une douzaine d'autres insurgés firministes sont sommairement exécutés dans la nuit du 14 au 15 mars 1908 devant le mur d'entrée principal du cimetière de Port-au-Prince.

L'exécution de Drouin et de Numa, tout comme celle de Massillon Coicou et de ses frères et des partisans firministes cinquante six ans plus tôt, était surtout une mise en garde par le régime duvaliériste à ses opposants de ne pas dépasser une certaine limite. L'association du cimetière, du peloton d'exécution, du dernier sacrement par un père catholique, des armes à feu, de la mort certaine qui guette à l'horizon, etc., a créé une force symbolique extraordinaire qui donne au régime sanguinaire une aura mystique, une sorte d'aspect religieux pour le mal, une complicité totale entre le Bon Dieu, Lucifer et la Raison Absolue de l'État.

Heureusement l'Histoire n'est pas toujours déterminée par l'action incivique des psychopathes. Pas toujours, car il y a d'autres déterminants qui, quand mis en fonctionnement, agissent sur le devenir historique : entre autres la praxis solidaritaire des masses concernées et la mobilisation révolutionnaire des classes vassalisées.

Notes

Cf. Claude Moïse, *Constitution et luttes de pouvoir en Haïti / Tome II : De l'occupation étrangère à la dictature macoute (1915–1987),* CIDIHCA, Montréal, 1990.

Ibid…

Frank P. Walsh, « American Imperialism », *The Nation,* 1er février, 1922.

Al Jazeera, " USAID funded group supporting Haitian president in 2010", July 15, 2015 : *http://america.aljazeera.com/articles/2015/7/15/usaid-funded-group-supporting-haitian-president.html*

A suivre

qu'elles produisent dans les diverses disciplines intellectuelles et différents domaines professionnels devraient garantir le bon fonctionnement de l'appareil, en étant capables de réparer ou de remplacer les organes infectés. L'université apprend à *problématiser*, à *synthétiser*, à *proposer* et à *corriger*.

Nous avons effectué ce petit détour afin de mettre les doigts sur la plaie qui ronge la santé de la République d'Haïti. Depuis 1804, le pays est entravé dans le cycle infernal d'un *mouvement circulaire*. Les Haïtiens, décennie après décennie, s'exposent dans les décors des mêmes *crises politiques*, jonglent avec les massues des mêmes *difficultés économiques*, se replongent dans l'océan des mêmes *problèmes sociaux*. C'est au niveau de ce que la *philosophie aristotélicienne* qualifie de « *cause motrice* » que réside l'échec ou le *blocage* de la *société haïtienne*. Son incapacité de se faufiler dans le couloir du *développement durable* vient d'un déficit global de la « *cause du changement* » qui est scientifiquement indispensable à la « *modification de la matière* » considérée comme l'étape de la « *cause finale* ». « *The* ***end*** *justifies the* ***means*** » (*La* ***fin*** *justifie les* ***moyens***), dit l'adage.

En termes plus explicites, plus accessibles, c'est la *destination* qui détermine le genre de transport que le voyageur doit utiliser : *cheval, chameau, bateau, hélicoptère, avion, fusée*… Si le véhicule n'est pas adapté et approprié, l'individu ne parviendra jamais au bout de son périple.

Le *7 février 1986*, les Haïtiens se sont aventurés dans un *désert politique*, sans *destination* et sans *boussole*. Ils n'ont pas cessé de tourner en rond comme les pales d'une hélice. De temps en temps, ils reviennent à la case départ. Trente années déjà depuis qu'ils manifestent, brûlent des pneus sur la chaussée, fracassent les pare-brises des véhicules, se font tirer dessus par des militaires ou des agents policiers pour les mêmes raisons : élections avortées ou truquées, disette, chômage chronique, insécurité publique, etc. Une nation ne peut pas passer son existence à consumer dans les flammes de sa révolte. À mijoter dans l'huile de sa colère rageuse sans se fixer des *objectifs spécifiques*.

Le *dimanche 7 février 2016*, l'histoire risque de se répéter. Et avec des complications plus catastrophiques. Car la République d'Haïti pourrait se réveiller dans une situation sociale et politique plus explosive que celle dans laquelle Jean-Claude Duvalier la laissa pour se réfugier avec les membres de sa famille et ses proches en France. À l'époque, l'international avait prévu son *scénario de remplacement* qui n'était pas rejeté par les acteurs sociaux. Les citoyennes et les citoyens voulaient débarrasser le territoire de la présence des Duvalier et des Bennett. Alors, ils avaient fait des concessions politiques.

Le dictateur militaire Henri Namphy, nommé à la tête d'une junte civilo-militaro-macoute, combla le vide de la présidence. Alix Cinéas, pris à partie dès sa première apparition aux côtés des membres du *Conseil national de gouvernement* (CNG), obtempéra sans opposer une grande résistance. Les masses populaires avaient récupéré pour un court laps de temps les droits sociaux et politiques qu'elles avaient perdus durant 29 ans. Elles pouvaient de nouveau exercer leurs libertés et leur souveraineté. Leur soif de vengeance ne connut pas de bornes. Les militaires dépersonnalisés par les miliciens du régime accompagnaient la population dans les rues. Ils assistaient au lynchage des bourreaux déchus sans intervenir. La plupart d'entre eux se considéraient également comme des victimes du système de gouvernance établi par François Duvalier au même titre que les civils. Bon nombres d'officiers et de soldats furent assassinés à Fort-Dimanche. Aux casernes Dessalines. Ou exécutés en public.

Depuis l'abandon du pouvoir le 7 février 1986 par la dynastie duvaliérienne, Haïti porte le maquillage de l'hésitation et du tâtonnement. Chaque groupement politique recherche pour lui-même, pour l'assouvissement des intérêts mesquins, l'exercice du pouvoir étatique. Les néoduvaliéristes ont creusé une brèche dans les hostilités interclaniques par lesquelles ils se sont intelligemment infiltrés. Ils ont su astucieusement profiter de l'atmosphère de *trahison*, de *division*, d'*assassinat*, de *coquinerie*, de *fraude*, de *magouille*… qui règne dans les milieux de la « *politicaillerie* » pour retourner sur la scène nationale et la dominer.

Trente ans plus tôt, aucun observateur local et étranger n'aurait supposé que le palais national serait pris aujourd'hui d'assaut par des individus qui se réclament ouvertement du *duvaliérisme*. L'*absence d'alternative* qui caractérise les élites intellectuelle, professionnelle, économique et *sociale* a recrucifié Haïti sur la porte outrageante de l'*absurde*. La lutte revient à son point de départ. L'État est assiégé dans un espace labyrinthique, sans issue apparente. Ses institutions se portent mal. Elles ne fonctionnent presque plus. La situation est triste et décevante. La société haïtienne dérive. Elle n'a aucun itinéraire. Aucune destination.

Que veulent les Haïtiens pour eux-mêmes et pour les futures générations? Et surtout, comment l'obtenir? Peut-on matérialiser un « *rêve* » fantôme qui ne présente aucun trait de « *définissabilité* »?

Les Israéliens libérés d'Égypte marchaient vers Canaan. L'histoire révèle qu'ils s'attardèrent quarante ans en chemin. Deux générations avaient eu presque le temps de se succéder avant que la prophétie se fût accomplie. Les Africains passèrent 13 années à faire la guerre au Français pour se libérer de l'esclavage. La « *cause efficiente* », pour évoquer la *philosophie du changement* dans l'optique d'Aristote, était l'« *Affranchissement* » pour tous. Et ils créèrent les moyens de porter les flambeaux de leurs « *prétentions* » au paroxysme de l'accomplissement triomphal et victorieux.

Martin Luther King lançait son cri historique : « *I have a dream*. » Il a tracé un plan de vie pour ses compatriotes. Il a indiqué la route qui pourra un jour rendre la citoyenneté pleine et entière aux marginaux de *Brooklyn*, de *Harlem*, de *Bronx*, de *Belle Glade*, etc.

Au commencement du XXe siècle, les Bédouins défièrent la puissance de Benito Mussolini. Ils livrèrent une guerre redoutable pour sortir la Lybie de la tutelle sauvage de l'Italie. L'instituteur qui mena la rébellion fut vaincu et pendu par les militaires de l'occupation. Avant d'être exécuté, Omar Al Muktar, que nous citons souvent dans nos réflexions politiques, déclara au général Rodolfo Graziani que sa mise à mort ne signifiait pas pour autant la fin du combat pour la « *décolonisation* » du territoire libyen. Cet épisode historique de la Libye a été porté à l'écran en 1981 par Moustapha Akkad. Une œuvre cinématographique grandiose, interprétée par l'immortel Anthony Quinn. Tous les politiques progressistes des pays du Sud devraient s'offrir le plaisir de visionner « *Le Lion du désert* ». La Libye devint donc ce grand pays que l'on a connu avant l'assassinat du « *Guide de la révolution* », le colonel Mouammar Kadhafi le 20 octobre 2011.

On ne cherche pas le *pain* pour avoir un *pays*. On construit un *pays* pour avoir du *pain*. Un *combat politique progressiste* doit être mené sur la base d'une *conscience de classe* soutenue par une *idéologie antibourgeoise* qui se légitime dans la répartition de la *justice sociale*. Il doit être entrepris avec la ferme intention d'enrayer le phénomène dichotomique au niveau de la distribution des ressources de l'État. Les meneurs doivent être imprégnés des valeurs morales contraignantes. Existe-t-il en Haïti une « *organisation* » sociopolitique qui reflète les *conditions de rationalité* et de *scientificité* que nous avons évoquées ?

Pendant que les Frères Castro, Guevara et Camillo Cienfuegos se trouvaient dans la *Sierra Maestra*, ils alphabétisaient les paysans. Ils les endoctrinaient. Ils leur inculquaient la *philosophie du changement* qui soutenait l'*idéologie de la guérilla* qu'ils avaient montée pour défaire la dictature de Batista, allié des forces des « *ténèbres* ». Ce sont les paysans boliviens qui, par manque d'information et de préparation, ont trahi, dénoncé Guevara aux agents de la *CIA* qui s'étaient mêlés aux militaires du général René Barrientos. Lénine, Mao, Castro, Ortega, Sankara, Kagamé et tous les autres, ont-ils attendu d'être parvenus au pouvoir avant de définir et d'adopter le type d'État qui, selon eux-mêmes, répondait mieux aux intérêts majeurs de leur peuple?

En traversant Bronx un après-midi, John Fitz Gerald Kennedy eut du mal à croire qu'il était dans l'État de New York. « *Je veux devenir président des États-Unis, afin de changer cela* », affirma-t-il. Si la cause des Noirs a quelque peu évolué en Amérique du Nord, n'est-ce pas aussi en partie grâce à Kennedy? Il conceptualisa des programmes d'insertion sociale pour les habitants des ghettos, qui ne furent pas avalisés, ratifiés, malheureusement, par le *Congrès* états-unien.

Les manifestations pour renverser la présidence des Tèt Kale occupent les rues de la capitale depuis plus de deux ans. Cependant, le régime est encore vissé solidement à son socle. La communauté internationale se positionne en faveur de la poursuite du processus électoral. Loue même la bonne foi de son *valet*. Les églises catholique et protestante, comme toujours, s'alignent du côté de la « *Cour* ».

Le défunt Michard Gaillard m'avait dit un jour : « *Mon cher Lodimus, pour rien au monde, le Konacom ne voudrait assumer la charge de ce pays. Et si par un étonnant hasard de l'histoire, la responsabilité de la tâche lui serait incombée, je te garantis que les principaux dirigeants du parti iraient se planter dans un trou et disparaîtraient de la scène durant un certain temps. Cette République est une industrie de problèmes. Nous sommes* mieux dans l'opposition pour exercer notre fonction de nuisance.» (Éclats de rire)

Le G8 serait-il effectivement prêt à faire le sacrifice de Jésus en acceptant de porter cette « *croix* » qui s'appelle *Haïti* jusqu'au Golgotha d'une nouvelle controverse politique? L'avenir de ce pays forme un amas d'incertitudes. Où un éventuel « *gouvernement de transition* » dénichera-t-il l'argent pour financer un prochain scrutin qui engendrera, à coup sûr, les mêmes causes qui, elles-mêmes, produiront les mêmes effets, les mêmes conséquences? Depuis *février 1986*, y a-t-il eu une seule opération électorale qui soit épargnée par la *grogne contestataire*? Même le *scrutin du 16 décembre 1990* avait essuyé des reproches et des blâmes.

L'intronisation des pseudos parlementaires issus des élections controversées du 9 août et du 25 octobre 2015 s'est révélé une grande victoire pour le *Core Group*, l'*Organisation des États américains*, la *présidence*, la *primature* et le *PHTK*. Les *ambassades* et la *Minustah* exercent une forte pression quotidienne sur le président Jocelerme Privert afin que celui-ci accepte de conduire la première séance en *Assemblée nationale* qui viendra consacrer sans nul doute la légitimité constitutionnelle des « *sénateurs* » et des « *députés* » accusés d'intrusion, traités de tous les noms par les partisans de la « *tabula rasa* ».

À quelques jours du 7 février 2016, certains refusent encore de croire que « *Sweet Micky* » et René Préval sont vraiment – *jusqu'à présent* – les deux seuls présidents qui ont mené à terme leur mandat présidentiel, selon les prérogatives constitutionnelles.

Il n'y a pas de miracle en politique. Seuls prévalent les intérêts. « *L'ouvrier qui travaille au goût du* « maître » reçoit toujours son salaire. » Et les deux compères, l'un de l'*Inite* et l'autre du *PHTK*, l'ont toujours compris. Ils n'ont pas déçu les puissances impériales qui imposent des Plans d'ajustement structurel (PAS) à la périphérie dans le cadre de la mondialisation. Ciment d'Haïti, Téléco engraissent des capitaux privés et étrangers. La Haitel est rayée du territoire national. Son fondateur principal, Franck Ciné, est humilié et traîné dans la boue par un président exagérément « *blancophile* ». Sans dédouaner qui que ce soit, l'État haïtien aurait dû s'arranger pour garder cette compagnie de télécommunication opérationnelle dans le pays. Et s'il y avait effectivement des cas de malversations à reprocher aux dirigeants au niveau de leur mode de gestion, il revenait à la justice, et seulement à la justice de rendre son verdict. Et puis, c'est comme si de l'autre côté de la barrière, on pouvait *montrer patte blanche* ! Suivez mon regard!

Jean-Bertrand Aristide doit se mordre les pouces en constatant toute cette gymnastique acrobatique exécutée par le *Core Group*, la *Minustah*, l'*OEA*, pour protéger et pomper de l'air frais dans les poumons d'un gouvernement déclaré cliniquement mort depuis plusieurs mois. Les couloirs exigus et nébuleux de la politique sont glissants. Et le Sage Confucius – *qui y a renoncé lui-même* – met en garde celui qui voudra s'y aventurer : **« Écoute tout ce qui se dit autour de toi, et mets entre parenthèses les points douteux pour ne parler avec prudence que du certain, tu es sûr de commettre peu d'erreurs. Regarde bien ce qui se fait autour de toi et évite les entreprises risquées pour ne t'aventurer que sur du solide, tu as peu de chances de t'en repentir. Or, quand on a peu à regretter pour ce qu'on a dit, et peu à se reprocher pour ce qu'on a fait, promotion et honoraires suivent tout naturellement. »**

Le *dimanche 7 février 2016* sera une journée de tristesse pour les camps politiques qui ont toujours exigé publiquement la démission de la bande des « *brassards roses* **»**. **André Michel, Newton St-Juste et consorts verseront, peut-être en privé, des larmes de faiblesse et d'impuissance.**

Lorsque Machiavel fait allusion aux ennemis puissants, ne préconise-t-il pas la *ruse* plutôt que la *confrontation directe*. L'arme du *faible* doit demeurer l'*intelligence*, donc la *diplomatie*, jusqu'à ce que le hasard fasse bien les « *choses* **» en sa faveur. Et là, il deviendra David, en face de Goliath…**

La politique est la science du pouvoir. Et dans ce milieu où tous les coups sont permis, la raison du plus fort peut ne pas toujours être la meilleure. Il suffit parfois d'avoir un *cerveau* et d'être capable de bien l'utiliser. Aurions-nous encore besoin de le démontrer ?

Robert Lodimus

Mohamed al-Qiq, journaliste palestinien en grève de la faim depuis 2 mois, en danger de mort !

Le journaliste palestinien Mohamed al-Qiq, en grève de la faim dans une prison israélienne depuis 61 jours, est au bord de la mort, a déclaré à Ma'an ce lundi l'avocat du journaliste.

Après avoir visité al-Qiq tôt le même jour, Ashraf Abu Sneina, un avocat travaillant pour le Comité de l'Autorité palestinienne pour les affaires des prisonniers, a déclaré al-Qiq était inconscient et incapable de parler, ajoutant qu'il avait montré « une apparition soudaine de symptômes qui pourraient conduire à sa mort. »

Le responsable du comité, Issa Qaraqe, a accusé Israël de « négligence et d'indifférence totale à l'égard d'al-Qiq » ; situation qui, dit-il découle de « la décision du gouvernement extrémiste israélien et de ses services de renseignement pour laisser mourir [al-Qiq]. »

Le journaliste âgé de 33 ans et originaire du sud de la ville de Dura en Cisjordanie est en grève de la faim pour protester contre sa détention administrative - un internement sans procès ni accusation - depuis le 24 novembre

Qaraqe a appelé tous les organismes compétents et les groupes de défense des droits de l'homme à utiliser tous les moyens disponibles pour faire pression sur Israël afin de libérer al-Qiq, « parce que s'il meurt en martyr, la situation va se détériorer à la fois parmi les Palestiniens à l'intérieur et à l'extérieur des prisons israéliennes. »

« Israël doit être conscient qu'il va payer un lourd tribut, si Mohamed meurt en prison, » dit Qaraqe.

Comme al-Qiq est maintenu en détention administrative, toute accusation contre lui a été gardée secrète par les autorités israéliennes d'occupation.

Amnesty International a cependant rapporté la semaine dernière que le juge militaire à la Cour militaire d'Ofer a dit à propos d'al-Qiq « qu'il est accusé 'd'incitation', de travailler avec les médias associés avec le Hamas ... et aussi d'être une 'menace à la sécurité de la zone'. »

Suite au rapport d'Amnesty, Mahmoud Ulayyan, un membre du syndicat des journalistes de Gaza, a déclaré qu'al-Qiq était évidemment détenu en raison de son travail en tant que journaliste, et que les journalistes palestiniens ont un besoin urgent de protection contre les « violations israéliennes continues » contre eux.

Amnesty a exigé soit qu'Israël libère et soit qu'il accuse formellement al-Qiq, ajoutant qu'il a été maltraité et torturé par des moyens qui violent le droit international.

Le 19 janvier, l'association Physicians for Human Rights Israel (PHRI), a déclaré que le groupe avait constaté que les médecins de l'hôpital HaEmek à Afula, où al-Qiq est incarcéré aujourd'hui, avaient imposé « un traitement (à al-Qiq) et faisaient pression sur lui pour mettre fin à sa grève de la faim. »

PHRI appelle les médecins à arrêter le « traitement forcé » et à respecter le droit international qui stipule que des grévistes de la faim ne peuvent pas être forcés ou contraints à la nourriture ou à des suppléments.

Le groupe a déclaré que le gréviste de la faim avait été « contre sa volonté perfusé avec des sels et des vitamines, et subi une prise de sang avec l'autorisation du comité d'éthique de l'hôpital. »

« Les gardiens de prison à l'hôpital HaEmek, ont attaché al-Qiq à son lit pendant qu'une équipe médicale plaçait une perfusion dans son bras pour administrer des sels et minéraux. Al-Qiq a été laissé enchaîné à son lit d'hôpital pendant quatre jours, demandant en vain au personnel de l'hôpital de lui retirer la perfusion, » a indiqué le groupe à l'époque.

Les médecins ont enlevé plus tard le goutte à goutte, mais le PHRI a déclaré que leurs pratiques ont continué, ce qui contredit « la Déclaration de Malte de l'Association médicale mondiale qui interdit d'exercer des pressions pour mettre fin à une grève de la faim et de pratiquer des traitements médicaux forcés. »

La semaine dernière, il a été signalé que 71 médecins britanniques avaient demandé à l'Association médicale mondiale d'expulser l'Association médicale israélienne de l'organisme, affirmant que les médecins israéliens pratiquaient la « torture médicale » sur les Palestiniens.



Des palestiniens mobilisés pour soutenir leur compatriote journaliste Mohammed Allan âgé de 33 ans, détenu en prison israélien. Mohammed est maintenant en grève de la faim depuis 60 jours pour sa libération

Clinton et Cruz en tête dans l'Iowa



Le républicain Ted Cruz et la démocrate Hillary Clinton

Hillary Clinton et Bernie Sanders ont pratiquement fait match nul lundi dans le caucus démocrate de l'Iowa, tandis que, dans le camp républicain, le conservateur texan Ted Cruz a damé le pion au favori du plan national, le milliardaire Donald Trump.

Chez les Démocrates, l'ex-secrétaire d'Etat Hillary Clinton remporte d'une courte tête le caucus démocrate de l'Iowa, première manche de la primaire pour l'élection présidentielle de novembre aux Etats-Unis. "Après un examen approfondi des résultats, il n'y a pas d'incertitude et la secrétaire Clinton a clairement remporté le plus de délégués", a déclaré Matt Paul, son directeur de campagne dans l'Iowa. Bernie Sanders, âgé de 74 ans, s'est dit comblé par le résultat, une "quasi-égalité" avec son adversaire. "Il y a neuf mois, quand nous sommes venus dans ce bel Etat, nous n'avions pas

suite à la page(18)

Raúl Castro à Paris : l'appel de Hollande à Obama



Le président français François Hollande (d) avec le président cubain Raul Castro, lors de la conférence de presse à l'Elysée, le 1er février 2016

En mai 2015, François Hollande avait été lui-même le premier chef d'État occidental à fouler le sol cubain depuis la victoire de la révolution castriste.

François Hollande a accueilli en début de soirée, Raúl Castro par une chaleureuse accolade sur le tapis rouge à l'Élysée, où la visite du

suite à la page(18)

suite de la page (9)

company Moïse founded, Agritrans, now hosts a private banana plantation.

To grow bananas for export in a hungry nation, Agritrans received at least $6 million in state loans, and possibly much more. Agritrans seized a 1,000-hectare (2,371-acre) tract from farmers, bulldozed their houses and fields, used bribes to buy local support, distorted claims of its benefit to local residents, and created a phantom organization to legitimate itself.

Should he become president, the company Moïse created would likely be a bellwether of loss of family livelihood and domestic food production.

To stand for office, Moïse stepped down from Agritrans last year, though he is still campaigning under the moniker *Nèg Bannann*, or the Banana Man. He portrays himself as an entrepreneur determined to transform http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/149934/Jovenel-Moise-seduit-le-NorHaiti's agricultural sector into private enterprise.

Moïse would have appeared alone on the presidential ballot after the only other candidate who was imposed on the run-off slate said that he would not participate in "this farce… [of] selections." Moïse is from the political party of the current president Michel Martelly, whose principal platform has been "Haiti: Open for Business." Martelly himself came into office in 2011 through an invalid election backed – like the current one – by then U.S. Secretary of State Hillary Clinton, who played a pivotal role in imposing him.

A Moïse presidency would ensure that political decisions prioritize free trade and private enterprise over support for the destitute majority. This, in turn, would likely give a green light to massive land grabs that are planned or in process, while peasants working the land would be dispossessed.

Expropriation and Destruction of Homes

In August 2013, according to local residents, Agritrans forcefully expelled hundreds of farmers who were legally using the land. Local leader Milosten Castin, coordinator of the organization Action to Reforest and Defend the Environment, said that, with no warning, several bulldozers invaded the land, plowing under crops and forage used for grazing. The machines later destroyed the homes of at least 17 families, many of whom remain homeless today.

After protests organized by the Peasant Movement for the Development of Deveren (MPDD) took place, Agritrans gave the owners of the destroyed homes US$40 to US$700 each in compensation. Gilles St. Pierre, a member of MPDD who lost his concrete block house, said the compensation was inadequate. "What am I supposed to do with $700 ?," he asked in a phone interview. "I had a house and land… and now I work as a taxi driver."

Food for Export, Not for Eating

The Agritrans plantation is the first agricultural free trade zone in the country, established by the Ministry of Commerce and Industry. This allows the company to take advantage of perks of reduced tax and tariff payments, along with special customs treatment.

By Haitian law, free trade zones must export at least 70% of their products. Currently, Agritrans' production – an estimated 40 containers of bananas weekly – is shipped to Germany. At the same time, Haiti does not produce enough food to feed itself. Destitute Haitians must rely on imported staples, whose costs are expected to rise this year.

The irony of shipping food to Europe was not lost on one woman whose land had been seized. Asking to remain anonymous for fear of retribution, she said, "They're sending bananas overseas, and now we have to go to the border to buy Dominican bananas and plantains… It doesn't make sense."

Another land grab may be imminent. In order to comply with the contract with its German client, within the next three years Agritrans must ramp up production in order to ship 150 containers, equalling 160,000 tons, to Germany each week. According the current CEO of Agritrans, Pierre-Richard Joseph, this increase will require 3,000 more hectares of land.

One of the main demands of peasant groups in the region, like their counterparts around Haiti, is food sovereignty, whereby people democratically control the production of food to meet the needs of their country through local, ecological, and small-scale agriculture. Another demand is government support for family farming, including access to land, water, and markets.

"Haitian agriculture is based on peasant farms," said Castin. The World Bank estimates that 80% of Haiti's rural population is engaged in small-scale agriculture. "Any plan must support their mode of [growing]," he said. "That's what will change this country."

Arid Land for Family Farming, Irrigated Land for Commerce

Moïse described the land in question as "abandoned," and also stated that Haiti has over one million hectares of land "that is being used for nothing." Local peasant groups disagree. They argue that prior to Agritrans' takeover of the 1,000 hectares, the semi-arid land was actively used by peasants, despite the limited resources available to them. Peasant organizations and individual farmers were grazing cattle on it and selling the milk to NGOs and small-scale milk and yogurt processors. Other farmers grew crops like millet, cassava, corn, beans, and sweet potatoes, both to feed their families and sell on the local market.

Now that the land is held by Agritrans and millions of dollars in state loans have been invested in it, row upon row of lush banana trees grow there, irrigated by pumping groundwater. The transformation reveals a fundamentally political question: If the land had the capacity to become so productive, why didn't the government support peasant farmers to make it so, instead of providing massive support to private interests?

A woman living near the banana plantation stated, requesting anonymity, "The government builds roads," that go past her garden, so "they could easily build water reservoirs and irrigation canals. But they don't."

Creating or Destroying Employment?

Moïse has cited the banana plantation in his campaign as evidence of his ability to create much-needed jobs in a country where formal employment is 13%. Agritrans says it will create 3,000 desperately needed jobs once the plantation reaches it full capacity, propelling the local economy. As of March 2015, only 600 jobs had been created, including for agronomists, engineers, agricultural technicians, and farm laborers. However, according to interviews with some of those laborers, "jobs" on the seized land are defined as 15-day shifts. This creates both precarious, short-term jobs for families and misleading employments figures.

Workers are paid the minimum wage of 200 gourdes (US$3.53) per day, plus a plate of food — an amount which Haitian workers and other organizations, as well as some prominent factory owners, say cannot support a household. The minimum wage covers just 19-37% of the cost of living in Haiti.

Moïse has claimed that smallholding farmers are included in the banana business, both by providing labor as well as by holding a 20% minority share in the business. He cited the Peasant Federation of Pizans (FEPAP), claiming the consortium was made up of eight peasant groups who had previously worked the land.

According to leaders active around the plantation area, this claim is misleading. In an interview, Josaphat Antonéus, coordinator of a peasant coalition, agreed. "FEPAP is a phantom organization," he said. "Peasant inclusion in the business is a facade [Agritrans] wants to give at the global level."

Castin claims that the so-called peasant groups that make up FEPAP "were active back in 1980s. Maybe they still have a president, or a secretary, but they have no members today." When asked about FEPAP's 20% shareholder status, Castin laughed. "Twenty percent of what? No one in FEPAP is in Agritrans' administration; they don't know what the profits are."

Ben St. Jacques, an activist with a community organization in the area, claimed that Agritrans paid peasants to support the project, offering motorcycles and televisions to FEPAP members.

According to residents, most of those who found employment with Agritrans had never before had access to the land. The organizations that allegedly comprise the confederation of FEPAP had legal access to only approximately 100 hectares prior to Agritrans' take-over. Conversely, most of those who had worked the land before being kicked off, and who had protested their eviction, never found wage-work on the plantation.

For Gilles St. Pierre, who lost his home to the plantation, while any single-candidate presidential run-off is a farce, its outcome is deadly serious. "If Jovenel is elected, he'll have the same people around him [who ordered my house razed], and he'll do the same thing again. It will be a disaster for small farmers, even those with legal rights to the land."

"If Jovenel becomes president," he said, "this country is finished."

***Joshua Steckley** is a researcher and freelance videographer who has spent over five years living in Haiti. **Beverly Bell,** coordinator of Other Worlds, is an organizer and writer who has worked with social movements in Haiti for 35 years. **Natalie Miller,** Other Worlds' Media and Education Coordinator, also helped with this article.*

An earlier version of this article was first published on Other Worlds' website, and is the third piece in a series on land rights and food sovereignty in Haiti

suite de la page (17) Raúl Castro à Paris : l'appel de Hollande à Obama

leader cubain signe la normalisation des relations entre La Havane et l'Europe. Les deux dirigeants se sont ensuite entretenus avant la signature d'une douzaine d'accords et une déclaration conjointe à la presse. Un dîner d'État clôturera la journée. À peine le président cubain arrivé à l'Élysée, le président François Hollande a appelé le président américain Barack Obama à aller "jusqu'au bout" et à "effacer" l'embargo commercial américain qui frappe Cuba, lors d'une déclaration à la presse au côté du leader cubain Raúl Castro. "Le président Obama, qui a fait que l'on progresse, doit, et il l'a dit lui-même, aller jusqu'au bout et permettre qu'il puisse y avoir la fin de ce vestige de la guerre froide", a déclaré François Hollande à l'Élysée.

Le président français a souligné : « La France a toujours été convaincue que malgré les tensions internationales qui pouvaient exister, hier la guerre froide, il y avait une nécessité, la levée de l'embargo et donc la fin du blocus. » « C'est le message que j'avais tenu à délivrer quand je m'étais rendu à La Havane » en mai 2015, a-t-il rappelé : « Cet embargo, ce blocus doivent être maintenant effacés pour que Cuba prenne pleinement sa place et c'est la volonté de ce pays, c'est la volonté de la communauté internationale. » Cuba « apprécie la position de la France en faveur de la levée du blocus économique américain », a déclaré dans la foulée le président cubain. À la mi-janvier, Barack Obama avait lui-même une nouvelle fois appelé le Congrès américain à lever l'embargo économique américain contre Cuba, un an après l'amorce d'une normalisation diplomatique historique entre les deux anciens ennemis de la guerre froide. L'embargo interdit toujours aux Américains d'investir et de faire du tourisme sur l'île, et Washington menace de fortes amendes les entreprises ayant des ramifications aux États-Unis qui se risquent à faire des affaires à Cuba.

Une visite inédite

Accueilli officiellement dans la matinée sous l'Arc de Triomphe, au sommet des Champs-Élysées pavoisés aux couleurs françaises et cubaines, Raúl Castro poursuit ainsi la première visite d'un chef d'État cubain en France depuis celle de son frère aîné Fidel, il y a 21 ans. Pour l'occasion, la France a déployé des égards exceptionnels en dépêchant le numéro deux du gouvernement dans l'ordre protocolaire, la ministre de l'Écologie Ségolène Royal, à l'Arc de Triomphe. Raúl Castro, 84 ans, a également eu droit aux honneurs militaires et à une descente de la plus célèbre avenue du monde, escorté par la garde républicaine à cheval. À l'exception de quelques partisans du régime, les Champs-Élysées étaient toutefois quasiment déserts, les accès étant bouclés par les forces de l'ordre.

Ce voyage officiel, inédit en Europe depuis que Raúl Castro a succédé à son frère en 2006, répond à celui du président François Hollande à Cuba en mai 2015. La France, selon l'Élysée, entend s'affirmer à cette occasion comme le "premier partenaire" politique et économique européen de l'île des Caraïbes. Plusieurs grandes entreprises françaises ont investi à Cuba, à commencer par le groupe Pernod-Ricard qui y produit le rhum Havana Club, mais aussi Alcatel-Lucent dans les télécommunications Total et Alstom dans l'énergie. Mais avec un volume de quelque 180 millions d'euros annuels, les échanges commerciaux restent à un niveau très faible. Ils "ne sont pas encore à la hauteur de nos ambitions", a reconnu vendredi le ministre français du Commerce extérieur Matthias Fekl. La France entend renforcer la présence de ses entreprises dans un pays qui s'ouvre progressivement à l'économie de marché avec la conclusion d'accords lundi dans les domaines du tourisme, des transports ou du commerce équitable.

« Éclat international »

Paris voit aussi en La Havane un "élément clé" de la relance de sa relation avec l'Amérique latine. Comme un lointain écho au voyage historique du général de Gaulle en 1964, le président Hollande y effectuera fin février une tournée qui le conduira au Pérou, en Argentine et en Uruguay. Cuba a entamé un rapprochement spectaculaire fin 2014 avec son vieil ennemi américain, concrétisé par la réouverture d'ambassades dans les deux pays l'été dernier. Depuis avril 2014, La Havane discute aussi avec l'Union européenne afin d'instaurer un "cadre de dialogue politique et de coopération" censé tourner la page de vieilles querelles sur les droits de l'homme. L'étape parisienne offre au gouvernement communiste cubain l'occasion de renforcer son image. "Cette visite est importante pour l'image de Cuba. (...) Elle donne indiscutablement un éclat international" au régime cubain, explique Eduardo Perera, de l'Université de La Havane.

La France a récemment été par ailleurs le grand artisan d'un accord sur la dette cubaine due aux créanciers du Club de Paris, avec 8,5 milliards de dollars d'intérêts apurés. Cet accord a été conclu le 12 décembre, alors même que se concluait la COP21, une manière de souligner la contribution de La Havane à son succès. Paris pourrait aller plus loin au niveau bilatéral lors de cette visite. De quoi débloquer pour Cuba certains accès aux marchés financiers, en attendant la levée de l'embargo américain imposé à l'île depuis 1962 et condamné depuis longtemps par la France. Quant aux droits de l'homme, thème sur lequel Cuba est souvent montré du doigt, ils "seront discutés", assure une source diplomatique française à Paris. Mais François Hollande, critiqué pour avoir rencontré l'ex-président Fidel Castro en mai 2015, devrait rester assez discret sur la question pour ne pas ternir la visite de son frère cadet.

Le Point.fr 1er Février 2016

suite de la page (17) Clinton et Cruz en tête dans l'Iowa

de structure politique, pas d'argent, pas de reconnaissance (...)", a-t-il dit. Le troisième prétendant démocrate, Martin O'Malley, ancien gouverneur du Maryland âgé de 53 ans, n'obtient que 0,6% et a suspendu sa campagne.

Sanders, qui n'hésite pas à se dire "socialiste démocrate", veut élargir la couverture maladie, augmenter le salaire minimum, taxer davantage les plus hauts revenus et rendre les universités plus accessibles. "Il est rare d'avoir l'opportunité qui s'offre à nous aujourd'hui de mener un véritable débat d'idée", a déclaré Hillary Clinton, en présence de son époux Bill, ancien président des Etats-Unis, et de sa fille Chelsea.

Du coté des Républicains, avec 28%, Ted Cruz devance nettement le milliardaire Donald Trump (24%), lui-même talonné par le sénateur de Floride Marco Rubio (23%). Vient ensuite, en quatrième position, Ben Carson avec 9%. Les autres candidats, parmi lesquels Jeb Bush, frère de l'ex-président George W. Bush, suivent loin derrière, avec tous moins de 5%.L'un des prétendants à l'investiture républicaine, Mike Huckabee, 60 ans, a annoncé qu'il se retirait de la course. Celui qui, en 2008, avait créé la surprise en remportant le caucus républicain de l'Iowa, n'y a recueilli lundi qu'à peine 2%.

"Ce soir, c'est la victoire des courageux conservateurs de l'Iowa et de l'ensemble de cette grande nation", a déclaré Ted Cruz, 45 ans, dans un discours de victoire de plus d'une demi-heure. Conforté par le soutien des chrétiens évangéliques, il a remercié Dieu et souligné que les résultats prouvaient que le candidat ne serait pas choisi par les médias pas plus que par l'establishment de Washington.

Donald Trump, 69 ans, a félicité Ted Cruz et a dit s'attendre néanmoins à obtenir l'investiture républicaine. "Je suis honoré, vraiment honoré", a-t-il dit à ses partisans à propos de sa deuxième place, se déclarant impatient d'être à la prochaine étape des primaires, le 9 février dans l'Etat du New Hampshire, où les sondages le placent en tête.

Les caucus de l'Iowa représentent traditionnellement, depuis une quarantaine d'années, la toute première étape du processus de sélection des candidats des grands partis en vue de la présidentielle du mois de novembre. L'Iowa enverra aux conventions des partis, en juillet, 44 délégués démocrates et 30 délégués républicains.

L'Humanité 2 FÉVRIER, 2016

Pasteur Jean Joernst Germain, un modèle !

Par Lesly Eustache

Mr. Jean Joernst Germain est originaire de Port-au-Prince. Tout jeune encore, il s'est distingué dans le football. En tant qu'élève du Lycée Alexandre Pétion, bruyamment il a défendu les couleurs du lycée au championnat interscolaire. Ce qui lui a valu sa participation en 1972 à une rencontre internationale de la sélection interscolaire haïtienne contre la Jamaïque. On raconte qu'il était tellement talentueux et prometteur que le père Dubbels le voulait au sein du Don Bosco de Pétionville ; projet que ses parents refusèrent tout bonnement, mais quand bien même, il a servi son pays au cours des années 1984-85 en tant qu'administrateur du Centre sportif de Carrefour.

Arrivé aux Etats-Unis, parmi d'autres activités, il a appris l'art de filmer à Wilek Film. Devenu très actif au sein de la communauté haïtienne à New York, il aide à sa façon et audelà même de ses capacités d'autres compatriotes, soit dans leurs projets sociaux ou religieux.



Pasteur Jean Joernst Germain

Pasteur Germain a établi son église à Brooklyn depuis 1986. Il se trouve dans le clergé depuis 42 ans ; mais son approche est loin d'être traditionnelle. Il ne se limite pas seulement à administrer les sacrements, enseigner la parole et gérer son église. Il travaille aussi pour l'avancement de notre culture.

Par souci de maintenir l'attachement de nos compatriotes, jeunes et vieux, à notre culture, indépendamment de leur foi, pasteur Germain organise des services spéciaux dans son église et donne des conférences pour commémorer les événements historiques haïtiens. Il est membre fondateur de la Haïtian American Cultural & Développement Network (HACDEN) et également membre de Global Sport.

Il faut le dire, pasteur Germain est unique. Ce qui le diffère de ses collègues pasteurs, c'est sa participation à des débats publics, au cours d'émissions de radio et de télévision dans la communauté sur la légitimité du culte vaudouesque. Contrairement aux différentes dénominations chrétiennes qui clament la sainteté de leur doctrine respective, pour lui, le vodou semble plutôt jouer un rôle complémentaire avec toutes les autres religions. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas typique des leaders religieux. Il reflète plutôt celui d'un haïtien indépendant qui ne se laisse pas influencer par les campagnes et les propagandes euro centriques pour diaboliser le vodou.

L'attitude non-conformiste de pasteur Germain en ce qui concerne la cérémonie qui a eu lieu dans la nuit du 14 au 15 août 1791 lors du Congrès des esclaves au Bois Caïman mérite aussi d'être signalée. La tendance générale parmi les leaders de la communauté chrétienne est d'associer ce Congrès avec le mal, en dépit d'être connu comme l'un des événements mobilisateurs qui ont motivé et donné de la vigueur à nos ancêtres pour combattre l'esclavage. Non seulement, pasteur Germain reconnaît l'importance de cette cérémonie dans notre histoire ; mais, il fait de son mieux pour éduquer le public là-dessus.

Outre toutes ces qualités qui font honneur à sa réputation, c'est qu'il reste un modèle d'homme pour notre génération montante, charitable, toujours prêt à aider les autres. Ce ministre religieux qui s'est distingué par son engagement et ses positions en faveur de la culture et de la politique de son pays mérite que nous lui souhaitions du succès continu dans ses œuvres.

suite de la page (9)

Institute published the results of an exit poll during the Oct. 25 election which showed Jovenel Moïse coming in fourth with just 6% of the vote, not 33% as published by the CEP. The Igarapé Institute calls itself "an independent think and **do** tank devoted to evidence-based policy and action on complex social challenges."

" The country is sliding into a political crisis without precedent," the authors note in the report's introduction. "Haiti's current crisis is not just about the elections, but the constitution itself. There is no provision in the Haitian constitution for a transition of power after a president's term expires in the event that elections have not been held."

Among other report findings:

• Some 83% of those surveyed believe that Haiti is headed in the wrong direction, particularly young people, agricultural laborers, factory workers, and the poorest quarter of the population. "When asked if President Martelly should step down on or before Feb. 7, 2016, more than three quarters of respondents said that he should resign as president, even if a new president has not yet been elected."

• Almost 83% of those surveyed were or had been registered to vote, indicating no generalized voter apathy.

• About 68% of respondents said they wouldn't vote in the Jan. 24 election due to voter fraud, suggesting that the majority of Haiti's population agree with Haiti's opposition.

"Given the history of repeated coup d'états in Haiti, it is absolutely crucial that President Martelly step down on Feb. 7, as planned," the authors conclude in their 24-page report. "This would help renew trust in the democratic process and demonstrate a commitment to the peaceful transition of power despite the lack of constitutional guidance for this specific situation."

Vient de paraître

Cantique du désir

Cantique du désir aborde le thème de l'amour à travers une multitude de sentiments dans un dialogue avec un alter ego féminin, d'où surgit une parole à la fois intime et universelle. Le poète s'adresse à plusieurs femmes, Americana puis Eulalie, qu'il a aimées et qui se sont éloignées mais demeurent dans son esprit et l'inspirent. Entre rêve et réalité dans l'espace du poème, ces figures féminines se reconstruisent à travers des souvenirs exaltés et l'aventure de l'écriture.
Désir, envie, admiration, exaltation, désarroi, regret, jalousie, incertitude, joie et tourment, le poète explore tous les aspects de la relation amoureuse, en parlant de son expérience et de celle de ses interlocutrices.
Les nombreuses métaphores animalières dans l'expression des sentiments créent un univers familier et merveilleux, à la manière d'un bestiaire, ce qui fait l'intérêt et l'originalité littéraire de ce recueil. L'écriture se déploie dans une poétique de la relation, évocatrice du Tout-Monde de Glissant, relation du poète à la femme par l'intermédiaire du monde animal et naturel. Elle est également retour sur elle-même, « prétexte-lieu » où le poète réfléchit sur l'*oraliture* en littérature et, comme ses pairs, adresse au lecteur une invitation à embarquer dans son imaginaire.
Laissons-le nous enchanter et nous conduire sur sa voie tranquille.

Estelle Cambe, *docteur en études littéraires*

Lenous Suprice

Né à Fond-des-Blancs, Haïti, vit à Montréal depuis 1976. Membre de l'Union des écrivaines et écrivains québécois (UNEQ), des Écrivains francophones d'Amérique (ÉFA) et de la Société littéraire de Laval (SLL), il a publié plusieurs recueils de poèmes en français et en créole.

Dialogue NORD SUD

Lenous Suprice — Cantique du désir — Dialogue NORD SUD

Cantique du désir

Poèmes

Lenous Suprice

Dialogue NORD SUD

Cantique du désir *

Cantique du désir est le titre du dernier recueil de poèmes de Lenous Suprice. Des poèmes de l'auteur ont déjà déjà paru dans les colonnes de ce journal. Lenous Suprice est membre de l'Union des écrivaines et écrivains québécois (UNEQ), des Écrivains francophones d'Amérique (ÉFA) et de la Société littéraire de Laval (SLL). Poète d'une rare originalité littéraire, il a publié plusieurs recueils de poèmes en français et en créole. Estelle Cambe, docteur en études littéraires, s'est fait le plaisir de présenter *Cantique du désir*, ce dernier recueil de Suprice.

Cantique du désir aborde le thème de l'amour à travers une multitude de sentiments dans un dialogue avec un alter ego féminin, d'où surgit une parole à la fois intime et universelle.

Le poète s'adresse à plusieurs femmes, Americana puis Eulalie, qu'il a aimées et qui se sont éloignées mais demeurent dans son esprit et l'inspirent. Entre rêve et réalité dans l'espace du poème, ces figures féminines se reconstruisent à travers des souvenirs exaltés et l'aventure de l'écriture.

Désir, envie, admiration, exaltation, désarroi, regret, jalousie, Incertitude, joie et tourment, le poète explore tous les aspects de la relation amoureuse, en parlant de son expérience et de celle de ses interlocutrices.

Les nombreuses métaphores animalières dans l'expression des sentiments créent un univers familier et merveilleux, à la manière d'un bestiaire, ce qui fait l'intérêt et l'originalité littéraire de ce recueil. L'écriture se déploie dans une poétique de la relation, évocatrice du Tout-Monde de Glissant, relation du poète à la femme par l'intermédiaire du monde animal et naturel. Elle est également retour sur elle-même, « prétexte-lieu » où le poète réfléchit sur l'oraliture et, comme ses pairs, adresse au lecteur une invitation à embarquer dans son imaginaire. Laissons-le-nous enchanter et nous conduire sur sa voie tranquille.

Estelle Cambe, docteur en études littéraires

*Pour se procurer le recueil, contacter les Éditions *Dialogue Nord-Sud* par :
Téléphone: **438-764-9315**; courriel: **canada@dialoguenordsud.com**

Site web:**www.dialoguenordsud.com**

Le répondant est M. Karim Akouche (directeur et fondateur).

Haïti Top 10 Vocalistes Masculins

Par Ed Rainer

Ce''Top 10 ''nous ramène aux confins et détours des vocalises masculines qui ont transcendé, façonné, marqué, fleuri et galvanisé l'environnement sonore du terroir natal; à travers des germinations successives; lesquelles de leurs marques respectives ont constitué des écoles vocales. Des orthodoxies, relayées par des générations intermédiaires aux vagues contemporaines. Un jury qualifié (de 109 personnes) a pu faire le difficile triage pour tirer ces 10 conquérants; entre ceux qui n'ont pu se départager: Pereira-Colas, Pasquet-Widmaier, Albert-Cajuste, ou Cubano-Timanno, pour arriver aux 10+ 4 des ''Top 10 ''vocalistes masculins.

Rudolphe « dòdòf » Legros (Port-au-Prince, 1913 – New-York, 1964)

« Le premier des vocalistes haïtiens »

Lui c'est la grande école des voix à travers laquelle, beaucoup se sont inspirés. Legros fut le plus brillant vocaliste de son époque. Il fit son entrée sur la scène musicale à un moment où l'art haïtien faisait face aux influences d'outre-mer. Mais, l'émergence de quelques talents de sa trempe aida à préserver l'authenticité de la musique du terroir. "Dòdòf" apparut comme le leader de sa génération avec toute la mesure d'une capacité vocale et musicale qui en fit le premier crooner haïtien du genre. Il y émergea comme un talent exceptionnel, une idole pour les jeunes et un modèle pour les aspirants contemporains. Bel canto au tempo infaillible, il pouvait se muer à loisir en soliste, chanteur de charme ou animateur tous azimuts. L'archétype du showman, le plus imité, le plus adulé. Auteur, compositeur et guitariste accommodant, il s'imposait dans des genres très divers et impressionnants entre les extrêmes d'un registre culminant. Cela n'étonne point que l'on retrouve son phrasé vocal chez les adeptes de l'époque dont: Pierre Riché, Julien Paul, Joe Trouillot, Emmanuel Auguste, entre autres, les frères Auguste et Guy Durosier, ce dernier lui rendit d'ailleurs hommage dans une de ses chansons fétiches quelques années après sa mort:''Si w al an Ayiti/W a va l sou tonm Dòdòf Legros/W a depoze yon jèb flè pou mwen/W a di l aswè a, m sonje l anpil".

Rudolphe ''dòdòf'' Legros (Port-au-Prince, 1913 – New-York, 1964)

Les compositions de Legros, ce bon vivant patenté, dégageaient un arôme particulier, une forte couleur locale et un profond désir de résister au bovarysme du temps. Parmi les plus populaires de son vaste répertoire, il y a: Troubadour, Manman Nanotte, Renmen, Trois feuilles, Maria, Konfyans, Manman dada, Mademoiselle je vous aime ou Déclaration paysanne, Marabout de mon Cœur etc; des œuvres dignes de figurer sur ''L'album des plus Fameuses Chansons Haïtiennes", empreintes de cette touche rédemptrice dont se réclamait une génération acquise à la défense de la culture nationale. Troubadour de son état, il était tout aussi à l'aise dans l'ambiance des clubs que dans la spontanéité des '' jam-sessions". Son ascendance fut envahissante sur les jeunes adhérents de son époque tels Raoul Guillaume qui l'a décrit comme le talent le plus naturel qu'il ait connu. Ainsi que de Herby Widmaier qui a voué une grande admiration pour la légende haïtienne. ''Dòdòf" a aussi amené ses actes au delà des frontières locales: Cuba, Bahamas, Vénézuela, New York, Montréal…, où il s'évanouit lors d'une prestation du morceau Manman Nanotte, pour être transporté à New York où il rendit son ultime soupir, à Cumberland Hospital à Brooklyn. Artiste complet, Il n'a jamais hésité à s'aventurer en dehors des genres et des styles et commandait le respect de ses pairs; auxquels il a généreusement transmis son savoir et expertise.